



# TROISIÈME RAPPORT ANNUEL 1981-1982

FC  
2919  
I57  
1981/1982



**Institut québécois de recherche  
sur la culture**

**TROISIÈME RAPPORT ANNUEL  
1981-1982**

Dépôt légal — 3<sup>e</sup> trimestre 1982  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 2-89224-020-4



Québec, le 30 juillet 1982

Monsieur Gérald Godin,  
Ministre d'État au développement  
culturel et scientifique,  
Gouvernement du Québec,  
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le troisième rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.

Après deux ans et demi d'existence, l'Institut achèvera bientôt la première phase de son développement, selon le programme tracé au départ. Plusieurs projets de recherche sont arrivés à terme ou seront bientôt terminés. Des publications nombreuses témoignent de nos efforts. À la lumière de cette expérience, nous travaillons actuellement à élaborer un nouveau plan triennal qui devrait être mis progressivement en œuvre à partir de 1983.

Comme dans les rapports précédents, je tiens à redire combien est généreux et efficace le travail du personnel et des collaborateurs de l'Institut. De même que je veux souligner à nouveau le dévouement de messieurs Jean Gagné, Georges Lamy et Léo Jacques qui, aux titres de directeur général, de directeur administratif et de secrétaire général, assurent la coordination de nos activités.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le président,

*Gernand Dumont*



## **Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture**

### **1. Le Conseil de l'Institut**

M. Fernand DUMONT, président Professeur à l'Université Laval	Du 1er décembre 1979 au 30 novembre 1984
M. Jean GAGNÉ, directeur général	Du 1er décembre 1979 au 30 novembre 1984
M. Fernand DANSEREAU Cinéaste	Du 5 décembre 1979 au 4 décembre 1983
Mme Nadia FAHMY-EID, vice-présidente Professeur à l'Université du Québec à Montréal	Du 5 décembre 1979 au 4 décembre 1983
Mme Madeleine FERRON Écrivain	Du 12 novembre 1980 au 11 novembre 1984
M. Fernand HARVEY Chercheur de l'Institut	Du 12 novembre 1980 au 11 novembre 1984
Mme Gabrielle LACHANCE Chercheur de l'Institut	Du 12 novembre 1980 au 11 novembre 1983
Mme Danielle LAFONTAINE Professeur à l'Université du Québec à Rimouski	Du 5 décembre 1979 au 4 décembre 1982
M. Richard F. SALISBURY Professeur à l'Université McGill	Du 5 décembre 1979 au 4 décembre 1982

MM. Georges LAMY et Léo JACQUES participent aux réunions du Conseil.

### **2. Le Comité exécutif**

M. Jean GAGNÉ, président

M. Fernand DUMONT

Mme Danielle LAFONTAINE

Du 7 mai 1981  
au 30 juin 1982

M. Richard F. SALISBURY

Du 7 mai 1981  
au 30 juin 1982

MM. Georges LAMY et Léo JACQUES participent aux réunions du Comité exécutif.

### 3. Le Comité scientifique

M. Fernand DUMONT,  
Directeur scientifique, président

M. Jean GAGNÉ

M. Benoît Lacroix

Du 24 septembre 1980  
au 31 mars 1982

M. Fernand HARVEY

Du 11 avril 1980  
au 10 avril 1982

M. Pierre ANCTIL

Du 5 novembre 1981  
au 4 novembre 1983

Mme Gabrielle LACHANCE,  
Secrétaire exécutive

Du 24 septembre 1980  
au 23 septembre 1982

MM. Georges LAMY et Léo JACQUES participent aux réunions du Comité scientifique

### 4. Le personnel administratif

M. Georges LAMY, directeur administratif

M. Léo JACQUES, secrétaire général

Mme Ginette ALLAIRE, secrétaire

Mme Ginette BELLEAU, sténographe

Mme Nicole BRUNET, secrétaire

Mme Diane FLEURANT, secrétaire principale

Mme Nicole LAFLAMME, technicienne en administration

Mme Brigitte LAMBERT, sténographe

Mme Andrée LAMONDE, réceptionniste-dactylographe

Mme Flora LEBLANC, sténographe

Mme Ghislaine MAROIS, secrétaire principale  
Mme Éliane MOISAN, bibliothécaire  
Mme Mariette MONTAMBAULT, secrétaire  
Mme Diane MORIN, dactylographe  
Mme Jocelyne MULLIN, dactylographe  
M. Michel PERREAU, préposé aux services auxiliaires  
Mme Pierrette POITRAS, secrétaire  
Mme Claire SAVARD, agent de bureau

## **5 Les chercheurs associés**

M. Michel AMYOT, Conseil de la langue française  
M. Camille BRONSARD, professeur à l'Université de Montréal  
M. Alfred DUMAIS, professeur à l'Université Laval  
M. Jean-Charles FALARDEAU, professeur émérite à l'Université Laval  
M. Marcel FOURNIER, professeur à l'Université de Montréal  
M. Gabriel GAGNON, professeur à l'Université de Montréal  
Mme Nicole GAGNON, professeur à l'Université Laval  
M. Pierre HARVEY, professeur à l'École des Hautes études commerciales  
Mme Renée LEGRIS, professeur à l'Université du Québec à Montréal  
M. Raymond MONTPETIT, professeur à l'Université du Québec à Montréal  
M. Pierre PAGÉ, professeur à l'Université du Québec à Montréal  
M. Marcel RIOUX, professeur à l'Université de Montréal  
M. Claude SAVARY, professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières  
M. Alain VINET, professeur à l'Université Laval

## **6. Les chercheurs et collaborateurs**

Les noms des chercheurs et de la plupart des collaborateurs sont mentionnés au long de ce rapport; la liste est dressée en annexe avec celle des recherches en cours, du 1<sup>er</sup> avril 1981 au 31 mars 1982.



# INTRODUCTION

Après deux années et quelques mois d'activités, au moment où plus d'une quarantaine de projets de recherche s'achèvent, l'Institut se prépare à évaluer ses premières options et à raffermir ses orientations. Ce sera l'une des tâches capitales de l'année 1982-1983. La perspective d'un bilan, on n'en sera pas surpris, marque déjà le présent rapport.

Celui-ci, comme les deux précédents, rend compte de plusieurs travaux entrepris dès les débuts de l'Institut. Nous éviterons les redites autant qu'il est possible ; les lecteurs auront recours aux rapports pour 1979-1980 et 1980-1981, le cas échéant.

En ce qui a trait à l'organisation, au fonctionnement et au financement, l'année fut riche en réflexions et en décisions. En ces matières également, les années 1981-1982 et 1982-1983 constitueront sans nul doute des années de transition.

On pouvait s'y attendre : l'année financière fut difficile ; celle qui commence le sera aussi. Comme tant d'autres, nous devons faire beaucoup avec des moyens restreints. Il n'est certes pas facile de concilier de légitimes ambitions et de lourdes contraintes. Nous voudrions y parvenir en faisant nôtres ces contraintes sans pour autant renoncer à être productifs et utiles. Il faut dès lors concevoir un « style » alerte et nombre de projets peu coûteux. À l'expérience, le défi nous semble pouvoir être relevé, si nous ne renonçons ni à l'imagination ni au refus des trop lourdes structures et des trop vastes projets. De quinze chantiers, nous passerons certainement à un nombre moindre.

Constitué de chercheurs chevronnés et de jeunes chercheurs prometteurs, animé par le souci de collaborer avec les forces vives des milieux, toujours préoccupé d'avoir recours à des moyens modestes afin de rendre productives ses ressources, l'Institut continuera de faire sa part pour qu'adviennent ces ensembles importants de recherches nécessaires à l'intelligence et à la maîtrise des problèmes culturels d'aujourd'hui.

## **Première partie**

# **ÉTAT DE LA RECHERCHE**

Il nous faut rappeler, une fois de plus, les orientations choisies au début de l'existence de l'Institut.

Dans le vaste champ des recherches possibles sur la culture, nous avons retenu trois grands thèmes : les changements culturels et les problèmes d'identité, la culture populaire, la culture savante. Cela constituait de premières délimitations qui nous ont permis de circonscrire des chantiers et des projets plus déterminés.

Au point où nous en sommes, beaucoup de travaux sont achevés ou sur le point de l'être. Soucieux que nous étions d'offrir au public des résultats tangibles, et sans trop de délais, nous pouvons déjà faire état de publications nombreuses qui seront recensées dans une autre section de ce rapport. D'autres publications paraîtront d'ici quelques mois.



# I

## **CHANGEMENTS CULTURELS ET PROBLÈMES D'IDENTITÉ**

### **1. La famille et l'enfance dans la société québécoise**

Après l'étude de madame Denise Lemieux sur l'enfance dans le roman québécois, dont le manuscrit est prêt pour l'édition, l'auteur met la dernière main à un premier volume sur l'histoire de l'enfance au Québec, traitant surtout de l'époque coloniale française.

Sous la direction de madame Renée Dandurand, avec la collaboration de madame Lise Saint-Jean, une recherche débute sur la famille monoparentale au Québec. Elle permettra de mieux comprendre le phénomène de la rupture des couples dans la perspective d'une « crise » de la famille aussi bien que des rapports des hommes et des femmes. Elle permettra, en outre, de mieux évaluer la contrainte de l'organisation sociale sur la famille actuelle, en particulier sur les conditions concrètes de vie et les modèles culturels (idéologies et stéréotypes de la paternité-maternité, de la masculinité-féminité) qui inspirent la division sexuelle du travail et les comportements dans la sphère domestique.

Des statistiques sont disponibles, mais elles présentent un caractère limité. Aussi, à l'aide de techniques de recherche empruntées à l'ethnologie, on voudrait recueillir des matériaux qualitatifs à la fois pour illustrer ces statistiques et pour en approfondir l'analyse. Ainsi sera observée plus avant la vie quotidienne des parents uniques (en majorité des femmes) pour tenter

de voir comment ces derniers réussissent à concilier les rôles de père et mère de famille tels qu'ils sont idéologiquement définis par notre société. On voudrait évaluer le poids relatif des idéologies et des stéréotypes sur le comportement des hommes et des femmes parents uniques de divers milieux sociaux. Par exemple, pourquoi y a-t-il si peu de femmes parents uniques qui ont un travail rémunéré? Est-ce pour des raisons liées à leur conception de la féminité, de la maternité ou pour des raisons qui tiennent au marché féminin de l'emploi, à l'insuffisance des services de garde, etc.? Cette conception de la féminité est-elle en transformation? Si oui, affecte-t-elle à son tour les modèles familiaux? Il s'agit donc d'une étude exploratoire.

On le constate, cette recherche sur la famille monoparentale se rattache aussi de près au chantier sur la condition féminine.

## **2. La condition féminine**

Trois études mentionnées dans le précédent rapport annuel ont été menées à terme : un inventaire des travaux sur la condition féminine au Québec, par mesdames Lemieux et Mercier ; une prospective sur les travaux urgents à entreprendre ; une enquête sur la condition féminine en milieu ouvrier, sous la direction de monsieur Alain Vinet. Les deux premières études ont paru récemment ; la troisième est prête pour l'édition.

La recherche sur les femmes a été jusqu'à présent davantage polarisée par les importants changements qui se sont opérés dans le domaine du travail. Moins visibles mais tout aussi pertinents pour une analyse des conditions d'existence des femmes, des changements multiples se sont produits dans la sphère de la vie privée dont on mesure encore mal le retentissement. Bien que relevant en partie de modèles informels traditionnellement appris dans le contexte familial, l'univers du privé n'échappe pas aux normes dictées par la société plus large. Ces normes pénètrent dans la vie privée par le biais des changements techniques, par la modification des habitudes de consommation affectant les façons de se nourrir, de s'habiller, de se récréer. Ces diverses dimensions ont fait l'objet d'une étude exploratoire de la vie quotidienne des femmes dans la vie privée, réalisée par madame Lucie Mercier sous la direction de madame Denise Lemieux. Cette étude préliminaire, en dépit du petit nombre d'entrevues et du caractère sélectif des thèmes explorés, conduit à des hypothèses et à des éléments d'interprétation que madame Mercier a rassemblés dans un rapport de recherche qui vient d'être déposé. La seconde phase de cette enquête sera entreprise à l'automne par les deux chercheurs dans une enquête plus élaborée sur la vie quotidienne des femmes en fonction des cycles de vie.

Esquisser un modèle descriptif des phases de la vie des femmes et explorer la prégnance de la dimension de l'âge dans la formation de l'identité personnelle constituent un premier objet de ce projet. L'observation des phases du cycle de vie empruntera la voie d'une ethnologie de la vie quotidienne des femmes mariées, selon l'âge et les phases de la vie familiale. Ce projet poursuivra simultanément un deuxième objectif : l'analyse des rôles de la vie privée et de leurs variations en rapport avec le degré et les modalités de diverses formes de participation sociale. Cette étude empirique à caractère exploratoire sera précédée d'une recherche théorique sur les âges de la vie et l'identité en ce qui concerne les femmes modernes et d'une analyse de données tirées de l'ethnologie traditionnelle du Québec pour reconstituer les âges de la vie, les rites de passage et les apprentissages d'autrefois.

Madame Nicole Thivierge signera une étude sur l'évolution de l'enseignement ménager au Québec de 1880 à 1970.

Madame Renée Legris, en collaboration avec monsieur Michel de Smet, a commencé une analyse du discours relatif à la condition féminine dans le radio-feuilleton (1939-1964). Il s'agit de procéder à une étude de textes véhiculés par un médium de masse, la radio, dans lesquels on peut identifier, au travers de leur structure imaginative, une vision de la femme dans la société québécoise au cours de la guerre et de l'après-guerre. La recherche se fixe comme objectif ultime, en utilisant les autres données déjà établies sur l'histoire de la littérature radiophonique, de décrire l'évolution sur vingt ans des valeurs féminines proposées à la culture populaire par le discours du radio-feuilleton. En prenant comme horizon l'évolution de la société québécoise de cette époque, il s'est avéré pertinent de soumettre à une analyse scientifique un ensemble de discours de fiction qui ont privilégié des personnages, des sujets de quête, des valeurs, les destinataires internes et les interlocuteurs externes du monde féminin. L'avancement des travaux nous a permis d'étudier cinq œuvres spécimens et les résultats actuels de l'analyse permettent de confirmer les hypothèses posées concernant la spécificité des textes écrits par des auteurs féminins. La présente étude sera terminée à la fin de l'année 1982.

Un numéro de la revue *Questions de culture* sera consacré à la contribution des femmes à la formation des cultures. La réalisation de ce numéro a été confiée à mesdames Denise Lemieux et Gabrielle Lachance.

### 3. Les communautés culturelles au Québec

Des travaux ont été récemment publiés par l'Institut sur les Juifs du Québec, sur les migrations et les communautés culturelles. Des monographies-synthèses sont en route sur les Juifs et les Grecs.

Une équipe, sous la responsabilité de monsieur Gary Caldwell, a conduit une enquête sur les anglophones ruraux, plus précisément sur leurs attitudes et leurs comportements envers l'institution scolaire. La survie des communautés anglophones hors de Montréal dépend de l'adaptation des individus et du système scolaire à la réalité culturelle et linguistique du Québec. Afin de mieux comprendre la situation, des entrevues ont été réalisées auprès de parents anglophones dans le but de connaître leur conceptions quant à l'éducation de leurs enfants, leurs attentes quant à l'avenir de ceux-ci, leur perception du contexte social à majorité francophone où s'apprête à vivre la jeune génération.

Par ailleurs, la minorité anglophone du Québec a connu de profondes mutations depuis la Révolution tranquille, tant sur le plan économique et social que culturel. C'est pour rendre compte de cette mutation de l'identité anglo-québécoise que l'Institut s'apprête à publier, d'ici la fin de 1982, un ouvrage collectif en version française et anglaise. Cet ouvrage est sous la direction de messieurs Gary Caldwell et Eric Waddell.

Enfin, un bilan de la recherche sur les études ethniques au Québec a été réalisé par monsieur Gary Caldwell et est présentement sous presse. Il sera publié incessamment avec une étude de monsieur Fernand Harvey sur l'évolution de la perception du phénomène de l'immigration chez les Québécois francophones.

En somme, au terme de deux années de travail, un premier cycle de recherche s'achève dans l'étude des communautés culturelles. Ainsi qu'il a été précisé dans les deux premiers rapports de l'Institut, il s'agissait, dans un premier temps, d'effectuer une reconnaissance du champ des études ethniques au Québec, de dégager des perspectives de recherche et de réaliser certains travaux de nature monographique. Cette étape étant maintenant achevée, il reste à terminer la publication des travaux qui y sont rattachés.

Conscient du vif intérêt suscité par ces premières initiatives de l'Institut dans un champ à la fois sous-développé et vital pour l'avenir de la société québécoise, le comité scientifique a résolu d'amorcer une seconde phase d'études sur les communautés culturelles. Un projet-cadre a été défini à cet effet. Il comprend, pour l'instant, deux projets auxquels viendront s'en

greffer éventuellement de nouveaux selon les ressources humaines et financières disponibles.

Le premier projet retenu privilégie Montréal comme champ d'observation et d'analyse. Sous la direction de monsieur Gary Caldwell assisté de mesdames Paule Obermeir et Alexandra Szacka, le « projet Montréal » se propose de dégager un profil socio-démographique et socio-culturel des différentes collectivités ethniques non francophones de Montréal et de mieux comprendre les causes du fort sentiment d'identification à Montréal chez les non-francophones. On a souvent parlé du caractère « segmentaire » de l'organisation économique, sociale et culturelle de la métropole. Il s'agira de déterminer jusqu'à quel point ce phénomène, qui semble conférer à la ville sa spécificité culturelle, persiste encore. Pour réaliser ce vaste projet, des démarches ont été entreprises auprès de certains organismes susceptibles d'y apporter leur collaboration : notamment, le Conseil de la langue française et la direction de la recherche du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Quant au second projet, il concerne l'évolution de la presse ethnique au Québec depuis la seconde guerre mondiale. Dirigé par monsieur Pierre Anctil, avec la collaboration de monsieur Fernand Harvey, ce projet se veut une nouvelle voie d'approche pour l'étude des communautés culturelles. La presse ethnique révèle, en effet, les préoccupations d'une communauté et de ses élites. Dans quelle mesure cette presse reflète-t-elle des préoccupations reliées à la patrie d'origine et à la vie de la communauté installée au Québec? Quels sont les rapports entre ces médias et la société québécoise? Peut-on noter une évolution à cet égard? Ces questions et bien d'autres sont au cœur de l'analyse qui vient d'être amorcée et qui se propose, dans un premier temps, de s'attarder sur la presse ethnique grecque et italienne, de même que sur certains aspects de la presse juive. Espérons que les résultats permettront de mieux saisir un phénomène social jusqu'ici très mal connu.

#### **4. Histoires régionales**

Voici un chantier nouveau. Il faut donc nous y attarder.

On constate un renouveau d'intérêt pour la dimension régionale des problèmes, non seulement au Québec, mais ailleurs dans les pays industrialisés. Tout se passe comme si le gigantisme économique et technocratique engendré par la société industrielle et post-industrielle avait suscité une réaction de repli au profit d'une échelle sociale plus humaine. Ainsi, à une époque où il est de plus en plus question d'une échelle planétaire des

problèmes, on observe, paradoxalement, un mouvement inverse mais simultané vers la région dans le milieu rural ou semi-urbain ou vers le quartier, à l'intérieur des grandes villes. Dans ce contexte, on comprendra facilement que l'identification à une région passe par une certaine représentation de celle-ci et qu'on ne saurait développer une conscience régionale sans recourir à l'histoire de cette région. Ainsi, le nouveau dynamisme économique et culturel que l'on observe depuis quelques années dans différentes régions du Québec est le signe d'un enracinement et d'un vouloir-vivre collectif. Il appartient à la recherche historique de démontrer comment s'explique ce dynamisme et quelles en sont les origines.

La pertinence proprement scientifique des histoires régionales n'est pas moins certaine. Si les recherches historiques sur le Canada français depuis ses origines ont une longue tradition qui remonte à François-Xavier Garneau, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, celles qui portent sur l'histoire du Québec moderne, par contre, sont beaucoup plus récentes et démarrent véritablement à la fin des années 1960. Parmi les grands chantiers de l'historiographie du Québec contemporain, quelques-uns se sont imposés à l'attention par l'effet de polarisation qu'ils ont engendré : l'histoire urbaine, l'histoire des travailleurs, l'histoire des femmes et l'histoire régionale.

Loin d'être des recherches de seconde zone, les projets d'histoire régionale font partie de l'historiographie de pointe au Québec. On pense ici aux recherches de démographie historique sur la société saguenayenne, à l'Université du Québec à Chicoutimi, de même qu'aux recherches en histoire sociale de la Mauricie, à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il y a donc, dans plusieurs régions du Québec, une tradition scientifique d'histoire régionale qui s'amorce depuis quelques années, comme en témoignent les débats autour de ce thème lors des congrès annuels d'historiens et de sociologues.

À ce courant vient s'ajouter la longue tradition des histoires de villes et de villages produites par des érudits ou des sociétés d'histoire locale pour marquer l'anniversaire de fondation de ces localités. Cette production historiographique, de valeur inégale il est vrai, n'en constitue pas moins une source de référence indispensable pour l'histoire des régions.

Enfin, il faut mentionner au passage les nombreuses études gouvernementales concernant différentes régions du Québec qui ont été réalisées depuis une vingtaine d'années et qui touchent, de ce fait, à l'histoire récente de ces régions.

On peut donc le constater, les historiens s'intéressent de plus en plus aux études régionales. Cependant, cette production historiographique est

relativement jeune et ne s'intéresse pas également à toutes les régions du Québec. De plus, nombre de recherches sont de nature spécialisée et perdent parfois de vue la région comme phénomène social d'ensemble. Il y a donc place pour un apport original de l'Institut québécois de recherche sur la culture, en collaboration avec les chercheurs des différentes régions du Québec.

Compte tenu de ce qui vient d'être évoqué, on peut fixer à ce chantier quatre objectifs à long terme :

- a) favoriser, dans le cadre de l'Institut, des synthèses sur l'histoire des différentes régions du Québec ;
- b) effectuer ces synthèses en étroite collaboration avec les chercheurs des régions concernées, là où les études régionales existent. Cette collaboration s'établira principalement avec les universités, les collèges et les sociétés d'histoire ;
- c) promouvoir de telles synthèses dans les régions où l'activité scientifique universitaire est moins développée (par exemple la Côte-Nord, la région des Bois-Francs...);
- d) contribuer, par la publication de ces synthèses régionales, à une meilleure connaissance d'ensemble de l'évolution de la société québécoise.

Le chantier sur les histoires régionales donnera évidemment lieu à du travail à long terme. Au départ, il sera préférable que l'Institut se limite à l'étude de deux ou trois régions ; ce qui serait déjà considérable sur le plan de la coordination.

Déjà, une première synthèse concernant l'histoire de la Gaspésie, des origines à 1960, a été menée conjointement par l'Institut et la Société d'histoire de la Gaspésie et a été publiée à l'automne 1981. Messieurs Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette ont mené ce projet à bon port. Monsieur Fernand Harvey assurait sa coordination dans le cadre de l'Institut québécois de recherche sur la culture. À noter que ce livre est accessible au grand public.

L'élaboration d'une histoire de la région des Laurentides est en marche. Étant donné le nombre relativement restreint d'études déjà réalisées sur la région, un travail de consultation des sources statistiques, archivistiques et journalistiques est nécessaire. Monsieur Serge Laurin, professeur d'histoire au Cégep de Saint-Jérôme, est responsable du projet. Il est assisté dans sa tâche par messieurs Richard Lagrange et Marc Desjardins. La liaison avec l'Institut est assurée par monsieur Fernand Harvey pour l'orientation scientifique. Un comité consultatif a été formé ; en font partie des représentants du

cégep, des sociétés historiques de la région, du conseil régional de la culture, etc.

## **5. Problématique de l'identité culturelle**

Madame Nicole Gagnon, collaboratrice de l'Institut, poursuit l'élaboration d'une théorie sociologique de l'identité culturelle.

On peut rattacher à ce secteur de recherche une initiative conjointe de l'Institut et de l'Université du Québec à Trois-Rivières en vue d'un colloque sur les rapports culturels Québec/États-Unis. Un groupe de travail a précisé le programme de ce colloque où on se propose de faire le point sur l'état des recherches et de dégager un programme d'avenir. On procédera selon quatre perspectives : examen des jeux d'influence des États-Unis sur le Québec; confrontations que ces jeux d'influence ont provoquées; processus originaux d'assimilation qui en ont découlé; étude comparative des similarités et des différences dans l'évolution de chacune des deux sociétés.

L'ensemble des questions liées à l'identité culturelle est infiniment complexe et appelle, en plus d'investigations empiriques, d'amples recherches théoriques afin de tracer des perspectives de travail, d'esquisser des problématiques. C'est une contribution en ce sens que l'on a voulu apporter lors d'un séminaire de recherche sur l'identité, tenu à l'hiver 1982, sous la direction de messieurs Fernand Dumont et Fernand Harvey.

## **6. Culture et aménagement urbain**

Monsieur Jean-Claude Marsan a poursuivi la rédaction de l'ouvrage mentionné dans le précédent rapport annuel sur les dimensions culturelles de l'aménagement futur de Montréal. Rappelons que cette étude, qui est plutôt un essai qu'une recherche de type conventionnel, est basée sur l'hypothèse que la société montréalaise évolue vers une prise de conscience qui remet en question les concepts d'aménagement issus de l'idéologie de la croissance des années 1960. Le livre devrait être terminé d'ici quelques mois.

Soulignons à cette place la préparation d'un numéro de la revue de l'Institut, *Questions de culture*, sur l'habitat et l'architecture. Un groupe de travail, présidé par monsieur Jean-Charles Falardeau, avec la collaboration de monsieur Jean-Claude Marsan, met au point cet ensemble d'études où seront analysées les dominantes culturelles qui ont caractérisé les modes d'occupation et d'utilisation de l'espace, plus précisément les principales modalités des groupements territoriaux et des styles de construction au Québec.

## 7. L'industrialisation de la culture

Le groupe de travail prévu dans le rapport de l'an dernier a été effectivement formé sous la responsabilité de monsieur Pierre Harvey et de madame Gabrielle Lachance. Plusieurs rencontres ont permis d'explorer sommairement ce vaste problème de l'industrialisation de la culture; l'équipe remettra prochainement un rapport où des vues d'ensemble seront suggérées ainsi que les tâches de recherche les plus urgentes à entreprendre.

Pour faire suite, madame Lachance entreprend une enquête exploratoire auprès d'un échantillon restreint de personnalités représentatives de diverses industries culturelles. Elle met aussi au point une sélection des travaux existants sur la question.

Messieurs Pierre Pagé et Jacques Belleau ont travaillé à une recherche précédemment annoncée sur l'histoire culturelle de la radio (1940-1980). Rappelons-en les grands thèmes : l'évolution de la programmation; l'évolution technologique; les événements socio-politiques qui ont influé sur l'évolution de la radio; les agents de diffusion.

L'intérêt de cette recherche ne se borne évidemment pas à la curiosité historique. Il s'agit d'éclairer quelques aspects d'un phénomène capital : la genèse de la culture de masse au Québec.

## 8. Économie et culture

Dans notre deuxième rapport annuel, nous avons indiqué que, sur ce thème, une équipe dirigée par monsieur Camille Bronsard menait une recherche sur certaines conditions de production de la culture, en utilisant l'appareil conceptuel et les techniques de la science économique. Le travail est terminé et il comprend quatre études dont on envisage la publication.

Dans *Aliénation économique et aliénation culturelle*, monsieur Camille Bronsard étudie les conséquences économiques et culturelles d'un contrat social partiellement volontaire et partiellement solidaire et propose cette hypothèse pour expliquer, à la fois, la nature de l'équilibre économique et celle de la manipulation culturelle. Monsieur Serge Roy vérifie cette hypothèse sur un cas particulier, celui de *La réglementation canadienne dans le secteur de la radiodiffusion*. On a ainsi à la fois une méthodologie pour fin de vérification empirique et une analyse de plausibilité institutionnelle. Madame Diane Paquette prend le relais pour étudier *Le comportement des ménages* dans le monde ainsi préstructuré. Elle nous propose, en fait, un instantané des comportements moyens et marginaux des ménages de

Montréal, Toronto et Vancouver, pour analyser l'état actuel de ces cultures citadines et la différenciation sociale qui y est implicite. Monsieur Édouard Wagneur étudie *La plausibilité mathématique du modèle historique*.

## II

### LA CULTURE POPULAIRE

#### 1. Problématique historique de la culture populaire

Monsieur Yvan Lamonde, madame Lucia Ferretti et monsieur Daniel LeBlanc ont terminé une esquisse historique sur la culture ouvrière à Montréal (1880-1920). L'ouvrage est en librairie depuis mai. On dispose ainsi d'un instrument pour faciliter les travaux sur la culture populaire urbaine et d'un essai pour poser le problème conceptuel des différences entre la culture populaire et la culture de masse.

Nous avons signalé, l'an dernier, la mise en route d'une monographie sur l'histoire du Parc Sohmer de Montréal (1820-1920) menée par messieurs Yvan Lamonde et Raymond Montpetit. Il s'agit d'un cas exemplaire dans l'histoire du divertissement populaire, au tournant du siècle. Les chercheurs ont procédé à l'analyse des journaux, des contrats notariés, de l'iconographie, du site et de ses infrastructures, des activités et de la clientèle. Reste à rédiger le compte rendu.

En collaboration, cette fois, avec madame Josée Martel et monsieur Jacques Ferland, monsieur Lamonde a commencé, il y a quelques mois, une étude sur l'intervention du gouvernement municipal dans la vie socio-culturelle des Montréalais (1820-1920). On s'y propose d'analyser systématiquement la documentation municipale : procès-verbaux, réglementation de la ville et de la police, rapports annuels du trésorier, du service de santé, du chef de police, du recorder, par exemple, pour y préciser certains as-

pects de la culture urbaine : la rue, les parcs, les bains, la bibliothèque « publique », la taxation des divertissements, etc.

Monsieur Lamonde organise un colloque qui, en novembre, portera sur les loisirs, les spectacles et les sports au Québec (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles). Il s'agit de jalonner l'histoire du divertissement sur une période de cinquante ans, en insistant sur la clientèle sociale, pour comprendre le sens et la genèse de la culture populaire, de la culture de masse. Douze communications seront remises, à l'avance, aux participants.

## **2. Rituels, religion, culture populaire**

Dès 1980, on avait projeté deux ensembles de travaux.

Une équipe composée de mesdames Thérèse Beaudoin, Paule Chouinard, Johanne DeBien, Laurence Lamontagne, Marie Valois-Théberge et de monsieur Yvan Fortier s'est attachée aux rituels saisonniers dans la culture traditionnelle. Cinq études avaient été prévues : une pour chaque saison, une cinquième sur les saisons dans la littérature.

Ces travaux sont sur le point d'être terminés ; certains appellent encore des retouches ou quelques ajouts. Les manuscrits sur l'été et sur l'hiver sont prêts pour l'édition. Les autres devraient être remis avant peu. La première étape envisagée au début est donc, à toutes fins utiles, achevée. Mais elle demeure préalable à des recherches sur les rituels contemporains.

Dans un second ensemble de travaux, on poursuit des recherches sur la religion populaire.

Le précédent rapport mentionnait quatre projets. Le premier portait sur la manière dont ont été formées les mentalités religieuses dans les années 1950-1960, en se référant aux manuels utilisés dans les écoles élémentaires de cette époque. Le travail effectué là-dessus par madame Danielle Nepveu a été publié. Est terminée la recherche de madame Louise Rondeau sur l'eschatologie, à partir d'une enquête sur la perception actuelle des fins dernières. Deux autres projets sont en cours de réalisation : celui de madame Hélène Dionne sur la signification religieuse des testaments et celui de madame Michelle Trudel-Drouin qui vise à constituer une anthologie du vécu religieux en Nouvelle-France.

Le père Benoît Lacroix, qui assure la coordination d'ensemble des travaux sur la religion populaire, avec la collaboration de madame Lucille Côté, s'attache toujours à constituer une thématique globale dont le précé-

dent rapport annuel décrivait les intentions et le cheminement. Parmi les publications récentes du père Lacroix, en marge de ces recherches, signalons : un ouvrage sur *Le Folklore de la mer et la religion* (Leméac); *Célébration des saisons* (Éditions Anne Sigier); *Les pèlerinages au Québec* (en collaboration) (Presses de l'Université Laval); des articles sur l'histoire et la religion traditionnelle des Québécois, le folklore de Noël, hagiographie et historiographie, etc.

En collaboration avec monsieur Jacques Racine, monsieur Fernand Dumont a dirigé la préparation d'un ouvrage sur *La situation et l'avenir du catholicisme québécois* (2 vol., Leméac, 1982); monsieur Dumont y signe une étude intitulée : «Crise d'une Église, crise d'une société».

Nous mentionnions, l'an dernier, notre intention d'organiser un colloque international sur l'étude de la religion populaire. Ce colloque aura effectivement lieu en 1982. Les travaux seront réunis dans un ouvrage.

### **3. Ethnologie du savoir ouvrier et de la culture industrielle**

En mai 1980, l'Institut lançait deux projets sous la direction de monsieur Fernand Harvey : un premier sur le savoir ouvrier, un autre sur la formation professionnelle.

Le projet sur le savoir ouvrier avait pour objectif de connaître le savoir-faire ouvrier en milieu industriel en s'intéressant particulièrement aux questions d'apprentissage et au rapport avec la technologie. Au départ, deux enquêtes exploratoires ont été entreprises auprès des mineurs de Thetford et de Gagnon. Par la suite, après une exploration de la littérature existante, une enquête plus approfondie était menée dans deux usines de Québec : la Dominion Textile et la Générale Électrique. L'analyse des quelque cinquante entrevues est en voie d'achèvement et fera l'objet d'une publication. Quant aux deux enquêtes exploratoires sur les mineurs, elles sont terminées. L'Institut a publié récemment l'analyse de monsieur Jean Bourassa sur les mineurs de Thetford. Quant à l'enquête de madame Lise Roy-Cliche sur les mineurs de Gagnon, elle est également terminée et fera l'objet d'un autre cahier de l'Institut.

Par ailleurs, la recherche sur la formation professionnelle est achevée. L'ouvrage de monsieur Jean-Pierre Charland constitue une vaste fresque de l'évolution de l'enseignement professionnel au Québec de 1867 à 1980.

À cela il faut ajouter la publication récente dans les cahiers de l'Institut de la *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1850-*

1980), par monsieur Jean-Pierre Charland et madame Nicole Thivierge, avec la collaboration de madame Claire Côté et de monsieur Jacques Saint-Pierre.

Ainsi, une première reconnaissance du terrain a été réalisée depuis 1980 en rapport avec d'importants éléments de la culture du travail. Au terme de cette première étape, une redéfinition du projet et du chantier s'impose.

C'est dans cette perspective que le comité scientifique de l'Institut a donné son accord à un projet élargi portant sur la culture industrielle. Ce nouveau projet, sous la direction de monsieur Fernand Harvey, assisté de monsieur Jean Bourassa et de madame Micheline Gaulin, a pour objectif de mieux cerner le contenu de la culture ouvrière en milieu de travail et en milieu hors-travail. À une époque de profonds changements technologiques et économiques, il importe de prendre une certaine distance par rapport à la société industrielle classique basée sur le productivisme et la consommation pour mieux en dégager les caractéristiques culturelles.

Le champ d'analyse de cette culture industrielle sera centré sur les quartiers ouvriers de la Basse-ville de Québec (St-Roch, St-Sauveur St-Malo); certaines comparaisons sont envisagées avec deux quartiers ouvriers de Montréal (Hochelaga-Maisonneuve).

Afin de mieux cerner le contenu de cette culture industrielle, on s'intéressera à trois aspects particuliers : le patrimoine industriel (évolution des techniques, installations industrielles et écologie du quartier industriel), le vécu ouvrier en milieu de travail (savoir ouvrier, conditions de travail, rapports sociaux) et la vie du quartier industriel (rapports entre le quartier et la paroisse, les réseaux de relation, etc.).

#### **4. Relations sociales et vie communautaire en milieu populaire**

On s'est attaché, dans le rapport annuel précédent, à décrire les perspectives de cette enquête. Rappelons l'essentiel : dans le vaste champ de la culture populaire, on s'intéresse aux formes collectives d'action parmi les plus innovatrices du Québec, tant au niveau du travail qu'à celui de la vie quotidienne et du loisir. On s'inspire des suggestions de la sociologie critique où théorie et pratique, réflexion, enquête et intervention sont intimement liées. On tente donc une approche synthétique basée sur les méthodes de la recherche-action et les instruments des méthodologies qualitatives conventionnelles (entrevues, observation participante).

Une première étape est terminée qui ambitionnait de circonscrire une problématique d'ensemble. Elle a donné lieu récemment à un ouvrage

publié par l'Institut. L'enquête sur le terrain est commencée depuis quelques mois et elle est menée fort activement en collaboration avec la communauté rurale de Guyenne en Abitibi, le Rézo des coopératives d'alimentation naturelle et le Regroupement des organismes communautaires et culturels de Rimouski. Messieurs Marcel Rioux et Gabriel Gagnon en assument la direction. L'équipe est formée de madame Andrée Fortin, de messieurs Robert Laplante et Jean-Pierre Dupuis.

En collaboration avec l'Institut canadien d'éducation des adultes, notre Institut a mis au point un court projet exploratoire sur les rapports entre la télévision-fiction et la culture des milieux populaires. Ce projet s'inspire de ce qu'il est convenu d'appeler la « recherche-action ».

## **5. Un séminaire de recherche**

Au cours de l'année, des chercheurs regroupés à Montréal, à l'initiative d'un des leurs, monsieur Yvan Lamonde, ont tenu un séminaire sur la culture populaire. Au-delà de l'information réciproque des équipes, on voulait faciliter la réflexion de l'Institut. Dans ce vaste chantier, il faut dégager de nouveaux angles de vue et un ensemble cohérent de thèmes. Dans la révision de ses premières orientations, l'Institut bénéficiera de telles réflexions critiques menées par ses chercheurs.



### III

## LA CULTURE SAVANTE

### 1. La notion de culture savante

Est paru le premier numéro de la revue de l'Institut, *Questions de culture*, consacré à la notion de culture savante, et que nous annonçons l'an dernier. De même, le groupe formé pour étudier les cultures parallèles a terminé son travail : un autre numéro de la revue regroupera leurs articles à l'automne.

Monsieur Fernand Dumont travaille à un ouvrage qui fera suite à *L'anthropologie en l'absence de l'homme*, et qui portera principalement sur les formes culturelles. Se rattachent à cette préoccupation, une étude parue récemment sur «La culture populaire dans la culture savante» (Colloque international sur la culture populaire, Presses de l'UQAM) et une étude à paraître sur «La raison en quête de l'imaginaire». Monsieur Dumont travaille aussi à une *Histoire de la pensée québécoise* ; est paru, de lui, en 1981, entre autres, une étude sur l'histoire contemporaine des idéologies, dans F. Dumont, J. Hamelin, J.-P. Montminy (éd.) : *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, tome I, (Presses de l'Université Laval).

### 2. Enseignement des arts et milieux artistiques

Rappelons sommairement les perspectives de cette recherche que dirige monsieur Marcel Fournier, et dont les objectifs ont été décrits dans le pré-

cédent rapport. Il comporte trois avenues d'enquêtes : le marché des arts plastiques, la formation institutionnelle des artistes, les conditions sociales de la pratique des arts plastiques au Québec.

Le traitement des données recueillies aux fins des deux premiers volets est achevé et l'étape de rédaction est largement amorcée.

Après avoir élaboré une problématique sur la condition d'artiste et de la pratique de l'art, et avoir procédé au dépouillement exhaustif d'entrevues réalisées par Radio-Canada auprès d'une quarantaine d'artistes, monsieur Léon Bernier et madame Isabelle Perrault ont construit un schéma d'entrevue ; ils ont mis en œuvre une démarche d'enquête par l'approche du récit de vie qui les a menés sur « le terrain » de juin 1981 à mars 1982. Quelque trente-deux artistes (peintres, sculpteurs, graveurs), désignés par leurs pairs comme ayant une présence active dans le champ des arts visuels au Québec, ont été rencontrés. Les propos ainsi recueillis fournissent un matériau qualitatif extrêmement riche sur le métier d'artiste, sur ses exigences, sur une « éthique » qui lui est propre, sur les conditions socio-économiques de son exercice... Ce matériau fait actuellement l'objet d'une analyse ; un manuscrit sera déposé, pour publication, à la fin de 1982.

### **3. Production et consommation de la littérature**

Nous avons mentionné l'an dernier la recherche menée par madame Vivian Labrie sur la lecture envisagée dans une perspective psychosociologique et ethnographique.

Il s'agit d'élargir la perspective sur la pratique littéraire du loisir dans laquelle on envisage habituellement la lecture en vue de poser le problème de la culture écrite comme telle. On tente une saisie globale de l'univers d'expérience que constitue la lecture et on veut cerner l'impact du rapport aux lettres dans la vie quotidienne des individus. Quelle est la nature du conditionnement cognitif et culturel occasionné par la pratique de la lecture et en quoi ce conditionnement participe-t-il au rapport qu'entretiennent les individus avec eux-mêmes et avec le monde ? En considérant ainsi la lecture tant dans sa dimension collective qu'individuelle, on peut espérer mettre en évidence certaines dimensions de la dynamique des changements culturels et certains aspects des rapports entre culture populaire et culture savante.

Cette recherche est terminée ; madame Labrie rédige actuellement un ouvrage qui en rendra compte. Elle a déjà diffusé quelques études en marge de cette enquête ou qui relèvent de thèmes analogues ou parents, notam-

ment : *L'imprimé et les traditions orales, un cadre conceptuel et deux sondages méthodologiques; Cartographie et analyse graphique de l'univers physique du conte à odyssee...*

De son côté, monsieur Francis Boucher a continué d'étudier le parallélisme de l'écrit et de l'oral sur un cas particulièrement suggestif évoqué dans notre dernier rapport. Le travail se poursuit normalement et nous disposons d'un premier aperçu dans une communication faite à Halifax : *Quand une œuvre écrite devient œuvre orale : un cas exceptionnel et ses perspectives d'analyse.*

Un groupe de chercheurs, à l'invite de monsieur Yvan Lamonde, s'est réuni en novembre 1981 pour faire le point sur l'histoire de l'imprimé au Québec (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles) : état des connaissances, des méthodes, des bibliographies; prospective. Les communications et le résumé des entretiens seront publiés.

#### **4. Diffusion du savoir scientifique et autodétermination de la connaissance**

On se souviendra que l'Institut avait mis en chantier, il y a près de deux ans, un projet considérable : la préparation d'un vaste traité d'anthropologie médicale où les apports nombreux mais dispersés des sciences humaines à la thérapeutique et à la prévention seraient rassemblés selon un corpus original faisant voir les possibilités d'une cohérence et, par là, d'une vision neuve des choses. Sous la responsabilité de monsieur Jacques Dufresne, assisté de madame Louise Demers-Desrosiers et de monsieur Maurice Blouin, un plan a été soigneusement élaboré, soumis à la discussion critique. Des collaborateurs éventuels ont été choisis. Quelques chapitres nous sont déjà parvenus; les autres devraient nous être remis à l'automne. Le projet entre donc dans sa phase finale : bientôt, espérons-nous, on pourra procéder à la revue des chapitres, à la rédaction des textes de liaison, à la préparation de l'édition.

L'enquête sur l'autodétermination en matière de santé progresse, sous la direction de messieurs Alfred Dumais et Pierre St-Arnaud. Redisons l'importance de cette étude restreinte. Il existe au Québec plusieurs pratiques qui valorisent l'auto-responsabilité en matière de santé. On observe, au sein de ces mouvements, l'élaboration d'expériences singulières qui visent à une autonomie face aux services officiels de santé ou encore qui se donnent explicitement comme tâche d'aider chacun à assumer son propre équilibre physique et mental. L'émergence de ces groupes coïncide avec une crise et une critique de plus en plus répandues de la médecine et des institutions de soins.

S'agit-il de solutions provisoires aux difficultés rencontrées dans le monde médical ou de véritables groupes alternatifs qui se situent en marge du système officiel de santé ? C'est à des questions de cet ordre que la recherche entend apporter des éléments de réponse.

Dans la deuxième phase de l'enquête, à laquelle collabore madame Johanne Lévesque, on procède à des entrevues auprès des leaders et des usagers des groupes d'auto-santé, entrevues qui portent principalement sur la genèse du mouvement et sa structuration. Monsieur Dumais a préparé un article qui constitue une première vue d'ensemble, et qui paraîtra dans le troisième numéro de *Questions de culture*.

L'Institut s'est intéressé à une expérience concrète de diffusion du savoir scientifique en milieu populaire : le centre d'interprétation scientifique du Témiscouata. En collaboration avec les intéressés, nous voudrions rendre compte, dans un ouvrage de vulgarisation, de ce cas original. Il s'agit d'étudier, en premier lieu, la conjoncture dans laquelle se trouve le loisir scientifique dans la région en rapport avec la prise en charge du développement du milieu par la population ; on examine, en second lieu, le besoin d'équipements qui permettent à la population de concevoir un programme de loisir scientifique à teneur culturelle et sociale.

Le groupe de travail dont est responsable monsieur Jacques Pelletier est formé de membres du Centre et d'un membre de l'Institut, monsieur Léo Jacques.

## **5. La conscience historique québécoise**

Une ample recherche sur la formation de l'imaginaire québécois dans la littérature a débuté en septembre 1980. Nous en avons décrit les perspectives et les démarches dans le rapport de l'an dernier. L'automne prochain devrait être terminé un manuscrit portant sur la période 1760-1867. Alors commencera une seconde étape où sera étudiée la période 1867-1939 ; l'échéance est prévue pour l'automne 1984. L'équipe de chercheurs est composée de messieurs Maurice Lemire, directeur, Christian Bouchard, Léonce Cantin, Michel Lord. Monsieur Lemire a déjà livré quelques résultats de cette étude, notamment à l'Université de Birmingham (Angleterre), à un colloque à Messine (Italie), à un colloque à Oxford, à l'Université York de Toronto.

La monographie prévue dans le précédent rapport sur le premier manuel d'histoire du Canada de Lionel Groulx a été commencée en octobre 1980. Monsieur Maurice Filion, le responsable, est sur le point d'en terminer la première partie.

## **Deuxième partie**

# **UNE ANNÉE-CHARNIÈRE**

Ce n'est pas seulement pour ce qui concerne la recherche que les douze derniers mois auront été une année-charnière. Des activités diverses ont été mises en œuvre, et en nombre suffisant pour permettre de tirer de cette expérience des leçons et des suggestions pour l'étape à venir. Par ailleurs, au cours de la même période, l'Institut a fait paraître un nombre considérable de publications : ce qui, mieux que tout autre information, a contribué à donner une première représentation un peu concrète de ce que nous sommes et de ce que nous faisons. Enfin, divers problèmes d'organisation se sont posés, résultant là encore d'une première phase de croissance, et auquel il a fallu répondre ou que nous aurons bientôt à assumer.

Voilà qui indique, du même coup, les trois thèmes selon lesquels seront regroupées les informations qui suivent : activités autres que la recherche ; publications, structures et infrastructures.



# I

## DES ACTIVITÉS DIVERSES

Depuis sa création, en marge ou en complément de la recherche, l'Institut a pris l'initiative de nombreuses activités.

Les unes visaient à mettre des outils de travail à la disposition des chercheurs, des groupes, des personnes intéressés. Deux entreprises majeures ont été décrites dans le précédent rapport annuel. Après la publication d'une monumentale *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975)* messieurs Paul Aubin et Louis-Marie Côté mettent au point un ouvrage semblable couvrant la période 1976-1980.

L'élaboration d'un recueil de statistiques culturelles, entreprise considérable elle aussi, est en bonne voie d'achèvement. Rappelons que monsieur Jean-Paul Baillargeon en assume la direction. Ses collaborateurs sont : monsieur Joseph A. Caron (recherche scientifique, activités scientifiques); madame Louise Dallaire (éducation, population); madame Marie-José des Rivières (livres, brochures, journaux, périodiques, archives); madame Christine Eddie (radio, télévision); madame Mira Falardeau (arts visuels, théâtre, architecture); messieurs Pierre Gouin et Luc Bernier (dépenses des administrations publiques dans les domaines sus-mentionnés); monsieur André Lepage (patrimoine «matériel», pratiques culturelles); monsieur Michel Normandin (musique, ballet, variétés, disque); et madame Marise Thivierge (tourisme et plein air, sport organisé, loisirs récréatifs organisés). Monsieur Baillargeon est assisté d'un comité-conseil composé de messieurs Michel Amyot, Gilbert Gagnon, Yvan Lamonde.

En 1981, l'Institut avait lancé à titre expérimental un concours d'archives orales. Plus de cent cinquante équipes de deux personnes ont participé au concours. Les noms des gagnants ont été rendus publics en octobre dernier : premier prix, monsieur Flavien Couture, de Saint-Ephrem de Beauce, interrogé par madame Denise Grenier ; deuxième prix, monsieur Bernard Cossette, d'Amos, interrogé par monsieur François Cossette, et troisième prix, madame Yvonne White, de Québec, interrogée par madame Marie Simard.

Le concours de 1982 est en marche ; tout permet de croire que le nombre des participants sera doublé. Madame Gabrielle Lachance est responsable de cette initiative ; elle est assistée de madame Brigitte Lambert et de monsieur Simon Ruel.

Des pourparlers se poursuivent, en particulier avec les Archives nationales du Québec, afin d'assurer la conservation de ce fonds et sa mise à la disposition de tous les intéressés : historiens, journalistes, ethnologues, etc.

La première phase du projet d'archives filmiques sur la culture montagnaise a été complétée au cours de l'année. L'Institut a poursuivi ses démarches auprès de certaines institutions et du gouvernement québécois afin de mener ce projet à terme. Entre temps, une première projection a été réalisée l'été dernier à l'intention des Montagnais de Pointe Bleue ; les vidéocassettes ont été mises à la disposition de toutes les communautés montagnaises au Québec ; elles constituent en fait une partie de leur patrimoine.

Les projets d'histoire régionale dont il a été question dans la section de ce rapport consacré à la recherche n'ont pas, dans notre esprit, qu'un intérêt scientifique. Ils devraient contribuer à la prise de conscience des régions et ainsi être un outil de développement. Aussi ces travaux sont-ils réalisés en collaboration étroite avec les personnes et les groupes des régions concernées. L'implication du milieu dans un comité de soutien et de promotion du projet est un critère déterminant à nos yeux.

D'autres initiatives vont dans le même sens. À cet égard, la transformation de l'exposition *Ulric Bourgeois (1874-1963), photographe du Québec et de la Nouvelle-Angleterre* en exposition itinérante permet à l'Institut d'établir un contact direct avec la population de diverses régions, mais également avec des organismes qui acceptent la responsabilité locale de la présentation. Après le Musée McCord de Montréal, à l'été 1981, ce furent le Secrétariat permanent des peuples francophones, à Québec, et la Société d'histoire de Sainte-Foy, à la Place Laurier, qui ont présenté l'exposition.

Puis vinrent la Société d'histoire des Cantons de l'Est, à Sherbrooke, la Société nationale des Québécois, à Drummondville et à Victoriaville, la Société historique du comté de Shefford, à Granby, et la Société d'histoire des Six cantons, à Acton Vale, qui auront permis à des dizaines de milliers de Québécois de découvrir, à travers l'œuvre photographique de Bourgeois, des aspects importants de leur histoire nationale ou régionale.

La participation de l'Institut aux divers salons du livre procède du même souci : établir avec la population des occasions de contacts directs entre celle-ci et la communauté scientifique de l'Institut. Nous profitons de ces salons pour présenter nos publications ; nous entendons également, là où ce sera possible, élaborer un programme d'animation destiné à répondre à certains besoins, certaines attentes du milieu, en mettant les chercheurs de l'Institut à contribution.

La participation de l'Institut aux salons de Montréal (novembre 1981), de l'Outaouais (à Hull en mars 1982), nous apporte des enseignements précieux : les visiteurs sont réceptifs et curieux de savoir. Il nous appartient de démontrer l'utilité de la recherche et de la démystifier le cas échéant, de nourrir les échanges avec un public qui sait se montrer attentif et qui n'est pas crédule. Ces rencontres constituent une autre façon d'être à l'écoute et au service des milieux et des gens.

L'Institut compte profiter chaque année des salons de Montréal et de Québec pour effectuer les lancements collectifs d'ouvrages, comme ce fut le cas cette année ; cela n'exclut pas que certains ouvrages soient lancés en d'autres temps ou en d'autres salons. Quant au prix Edmond-de-Nevers, il sera attribué annuellement dans le cadre du salon de Québec.

La préparation par l'Institut, en mars dernier, d'un cahier spécial du journal *Le Devoir*, intitulé *Le sort de la culture*, a constitué une manifestation publique significative. Fait à remarquer, quelques semaines plus tôt, le même journal publiait un autre cahier spécial sur le Québec et faisait appel à des collaborateurs dont plus de la moitié sont rattachés à l'Institut.

La création du prix Edmond-de-Nevers destiné à récompenser les meilleures thèses de maîtrise dans le domaine de la culture a suscité beaucoup d'intérêt : vingt-sept inscriptions ont été reçues provenant de sept universités québécoises. Le prix a été attribué à madame Lucie Robert pour sa thèse présentée à la faculté des lettres de l'Université Laval : *Discours critique et discours historique dans le manuel d'histoire de la littérature canadienne de langue française de Mgr Camille Roy*. La thèse de monsieur Paul Fauteux, présentée à la faculté de Droit de l'Université McGill, *La radiodiffusion directe par satellites et le cas du Québec*, a reçu une men-

tion d'honneur. La tâche considérable d'effectuer ce choix était confiée à un jury présidé par monsieur Joseph Melançon, professeur à la faculté des lettres de l'Université Laval, et formé en outre de madame Micheline Dumont-Johnson, du département d'histoire de l'Université de Sherbrooke, de madame Renée Houde, du département des communications de l'UQAM, de monsieur Claude Lessard, du département des communications de l'UQAM, de monsieur Claude Lessard, du département des sciences humaines de l'UQTR, ainsi que de monsieur Fernand Roy de l'INRS-Éducation. Monsieur Jean Bourassa assume l'organisation du concours. La thèse primée a été publiée par l'Institut; une médaille créée par l'artisan Raymond Landry a été remise à la gagnante.

## II

### DES PUBLICATIONS

L'Institut doit rendre compte publiquement de ses travaux ; les publications sont le témoin le plus éloquent de sa vitalité, de sa productivité, de son utilité sociale. Pour autant, l'Institut n'entend pas se transformer en maison d'édition, mais compte confier le plus possible à des éditeurs privés la publication de nombreux manuscrits ; au besoin, l'Institut favorisera la coédition.

Bien sûr, la plupart du temps les productions prennent la forme de publications imprimées, quoique l'Institut ne se refuse pas à l'utilisation des moyens audio-visuels, informatiques et autres afin d'assurer la diffusion des travaux de ses chercheurs. À cet égard, l'efficacité est notre premier critère. Ce principe comporte des exigences. Ainsi, tout projet de recherche retenu par l'Institut inclut, dès sa présentation originale, les types de production attendus et les formes de publications prévues.

Le Rapport annuel 1980-1981 annonçait la parution des premières publications de l'Institut au cours de l'année 1981 ; on prévoyait plus d'une quinzaine de titres. En fait, tous les titres indiqués n'ont pas été publiés. Par contre la liste s'est enrichie en cours d'année.

Dans l'inventaire que nous dresserons ci-après, il sera difficile d'éviter de répéter des mentions déjà faites, au chapitre de la recherche notamment. Comment faire autrement pour que l'on puisse considérer dans son ensemble la production la plus tangible de nos activités ?

Les deux premières publications parurent dans la collection «Diagnostics culturels» au début d'octobre 1981. Cette collection a été conçue sur le modèle du grand journalisme afin de faire le point sur une question d'actualité culturelle; elle vise à esquisser un portrait à larges traits, à mieux cerner un problème de même qu'à guider le choix de certaines recherches. Elle rassemble des travaux de courte durée.

Au printemps 1981, l'Institut profita de la disponibilité de trois journalistes de la télévision. Il leur fut proposé d'identifier les problèmes que pose la diffusion de l'information culturelle dans les médias électroniques. Madame Gisèle Gallichan, messieurs André Fournier et Jean-Robert Faucher s'y sont employés avec enthousiasme; les résultats de leurs travaux sont consignés dans un ouvrage intitulé *L'information culturelle dans les media électroniques* dont le lancement eut lieu en octobre 1981.

Un autre ouvrage fut lancé le même jour sous le titre *Crise de croissance: le théâtre au Québec*. L'Institut avait demandé à madame Angèle Dagenais, journaliste au journal *Le Devoir*, de brosseur un tableau de la situation du théâtre au Québec en faisant ressortir les principaux maux. Cette enquête avait été commandée à l'auteur en vue d'être mise à la disposition des États généraux du théâtre professionnel prévus alors pour l'automne 1981.

L'Institut a profité de sa participation au salon du livre de Montréal pour procéder au lancement de trois autres ouvrages et du premier numéro de la revue.

*Les Juifs du Québec: bibliographie rétrospective annotée* résulte de la collaboration de monsieur David Rome, historien, archiviste au Congrès juif canadien, et de mesdames Judith Nefsky et Paule Obermeir. Le premier ouvrage de la collection «Instruments de travail» a sans contredit suscité un vif intérêt dans les milieux intéressés aux communautés culturelles. En retour, la collaboration empressée de ces milieux a beaucoup contribué à stimuler l'équipe de l'Institut.

Dans la même collection, l'Institut a publié *Le cinéma au Québec: essai de statistique historique (1896 à nos jours)*. Cette histoire quantitative du cinéma a été réalisée par un chercheur de l'Institut, monsieur Yvan Lamonde, et par monsieur Pierre-François Hébert, avec l'aide financière du Service de la recherche du ministère des Communications, à l'instigation de monsieur Michel Brûlé.

Les deux premiers tomes de la *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975)*, de monsieur Paul Aubin, un ouvrage comptant plus

de 22 000 titres, font suite à l'entente intervenue entre l'Institut et la Société Microfor Inc.

Ce lancement marqua également la parution du premier numéro de la revue *Questions de culture*, sous le titre : *Cette culture que l'on appelle savante*, éditée conjointement par Leméac et l'Institut, sous la direction de monsieur Fernand Dumont.

Au début de décembre, la maison Boréal Express et l'Institut publiaient *l'Histoire de la Gaspésie* ; ce monumental ouvrage de plus de 800 pages, abondamment illustré, offert aux Gaspésiens par messieurs Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette, avec la collaboration de monsieur Pierre Dansereau, fut lancé à Gaspé, sous la présidence de monseigneur Bertrand Blanchet, évêque de Gaspé, et à Québec, sous la présidence d'honneur du premier ministre, monsieur René Lévesque, et du leader de l'opposition officielle, monsieur Gérard D. Lévesque. Ce premier ouvrage de la collection « Les régions du Québec » reçut un accueil chaleureux dans toute la presse québécoise, indication précieuse du besoin auquel répond ce type de publication. L'Institut s'est réjoui de la collaboration de la Société historique de la Gaspésie et de l'Association des Gaspésiens de Québec.

Le dernier salon international du livre de Québec, le onzième, fut l'occasion d'un lancement collectif d'importance puisque l'Institut y présenta neuf nouveaux titres, en plus du deuxième numéro de la revue *Questions de culture*.

L'Institut a marqué sa préoccupation pour la condition féminine par la publication de deux ouvrages : l'un, dans la collection « Documents préliminaires », intitulé *Femmes et culture au Québec*, esquisse diverses pistes de recherche entrevues par un groupe formé de mesdames Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Précaire et Luce Ranger-Poisson ; l'autre ouvrage, dans la collection « Instruments de travail », se veut un bilan soutenu par une ample bibliographie sous le titre : *La recherche sur les femmes au Québec : bilan et bibliographie*. Il fut réalisé par mesdames Denise Lemieux et Lucie Mercier.

Deux autres publications s'ajoutent à la collection « Instruments de travail ». Madame Vivian Labrie est l'auteur d'un *Précis de transcription de documents d'archives orales*, alors que monsieur Jean-Pierre Charland et madame Nicole Thivierge présentent une *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1860-1980)*.

Dans la collection « Documents préliminaires », signalons trois nouveaux cahiers : *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, par

madame Andrée Fortin, messieurs Jean-Pierre Dupuis, Gabriel Gagnon, Robert Laplante et Marcel Rioux; *Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier*, par monsieur Jean Bourassa; *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960)*, par madame Danielle Nepveu.

*La collection « Culture populaire »* et la collection « Culture savante » ont toutes deux accueilli leur premier titre : *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920) : bilan historiographique*, par monsieur Yvan Lamonde, madame Lucia Ferretti et monsieur Daniel Leblanc, et *Le marché québécois du théâtre*, par monsieur François Colbert.

Le numéro de mars 1982 de notre revue *Questions de culture* porte le titre : *Migrations et communautés culturelles*. Les collaborateurs ont tenté de dégager, selon une approche multidisciplinaire, la dimension socio-culturelle des études ethniques au Québec.

La thèse de madame Lucie Robert qui a remporté le prix Edmond-de-Nevers a été publiée sous le titre : *Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy*.

Le nombre croissant des manuscrits déposés à l'Institut au cours de l'année, provenant des chercheurs de l'Institut aussi bien que de l'extérieur, a rendu très pressantes les tâches d'évaluation scientifique et d'édition. Les travaux reliés à la production, à la distribution et à la diffusion des publications devenant plus accaparants, l'Institut a dû apporter quelques ajustements au partage des responsabilités. Le secrétaire général assume désormais la coordination d'ensemble des opérations et la présidence du comité des publications. Monsieur Fernand Harvey assure la tâche de la direction scientifique des publications, en plus de la direction des collections « Identité et changements culturels » et « Les régions du Québec ». Monsieur Fernand Dumont continue d'assurer la direction de la revue, assisté de madame Gabrielle Lachance, et monsieur Jean Gagné continue de diriger la collection « Diagnostics culturels ». Le comité exécutif a procédé récemment à la nomination d'autres directeurs de collection :

collection « Instruments de travail »	Marise Thivierge
collection « Culture populaire »	Robert Laplante
collection « Culture savante »	Maurice Lemire
collection « Edmond-de-Nevers »	Léo Jacques
collection « Documents préliminaires »	Pierre Ancil
collection « Littérature quotidienne »	Vivian Labrie

Monsieur Paul Aubin est le responsable de l'édition. La distribution au Québec des publications de l'Institut a été confiée par contrat à Diffusion Prologue Inc. Des démarches ont été entreprises afin d'assurer la distribution à l'étranger.

Quelques manuscrits qui n'ont pu être publiés en 1981-1982 le seront au cours de l'année 1982-1983 : *L'enfance dans le roman québécois de 1967 à nos jours*, par madame Denise Lemieux ; *La formation professionnelle en milieu ouvrier au Québec, 1867-1980*, par monsieur Jean-Pierre Charland ; *L'enseignement ménager au Québec, 1880-1970*, par madame Nicole Thivierge.

Plusieurs manuscrits traitant des communautés culturelles paraîtront en cours d'année. Mentionnons : *Culture et ethnicité au Québec : perspective historique et bilan*, par Gary Caldwell et Fernand Harvey ; *La communauté grecque du Québec : aperçu général*, par Tina Ioannou ; *La communauté juive au Québec*, par Gary Caldwell et al. ; *Les anglophones du Québec : du statut de majorité au statut de minorité*, sous la direction de Gary Caldwell et Eric Waddell.

Un manuscrit a été déposé sous le titre : *La condition féminine en milieu ouvrier* ; il fait suite à l'enquête menée par Alain Vinet et ses collaborateurs. L'Institut publiera également le manuscrit de mesdames Yolande Cohen et Andrée Boucher portant sur *Les thèses universitaires sur les femmes au Québec, 1921-1980*, dans la collection « Instruments de travail ».

Une seconde tranche de la *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada*, couvrant cette fois la période 1976-1980, sera complétée en cours d'année par messieurs Paul Aubin et Louis-Marie Côté.

Deux autres numéros de *Questions de culture* sont en voie d'achèvement : l'un portera sur *Les cultures parallèles*, sous la direction de monsieur Fernand Dumont ; l'autre, sur le thème *Habitat et architecture*, est dirigé par monsieur Jean-Charles Falardeau.



### III

## STRUCTURES ET INFRASTRUCTURES

Nous ne reviendrons pas sur des mesures consignées dans les deux rapports précédents et qui sont pourtant utiles à connaître pour se faire une idée d'ensemble de l'organisation de l'Institut. Nous nous bornerons ici à relever les questions et mesures relatives au personnel de recherche, aux locaux, au financement, aux activités du Conseil et du Comité exécutif.

#### 1. Le personnel de recherche

Parmi le personnel de l'Institut, les chercheurs, cela va de soi, sont les plus nombreux. Leur statut d'emploi n'est pas uniforme. Plusieurs, rattachés déjà à des institutions où la recherche compte parmi les tâches régulières, collaborent bénévolement à des projets de recherche proprement dits (par exemple, sur les pratiques émancipatoires en milieu populaire) comme à des groupes de travail (par exemple, sur l'industrialisation de la culture) ou à des équipes chargées d'une activité connexe à la recherche (par exemple, l'exposition Ulric Bourgeois ou le Prix Edmond-de-Nevers). D'autres sont à l'emploi de l'Institut pour des périodes variables (de quelques mois à trois ans) à titre de directeur de projet ou à titre d'assistant de recherche au sein d'une équipe.

Jusqu'ici, nous n'avons accordé la permanence d'emploi à aucun chercheur. Il eut été imprudent de combler, dès le départ, les postes de chercheurs pour un long laps de temps, nous interdisant par la suite à peu près

tout nouvel engagement. De plus, les thèmes de recherche sont susceptibles de varier assez fréquemment et exigent, en conséquence, des habiletés diversifiées qui ne se rencontrent pas nécessairement chez un même chercheur. Par contre, la continuité de nos efforts, la nécessité de tenir compte de critères utilisés dans d'autres institutions vont nous amener à recruter un nombre limité de chercheurs susceptibles d'être ou de devenir des maîtres d'œuvre pour plusieurs années. Cela n'excluerait en rien la conduite de travaux pour lesquels ne sont requis que des emplois de courte durée. En somme, on songe à une sorte de « noyau » de chercheurs auquel se rattacheraient d'autres chercheurs en nombre variable ceux-là, et pendant des périodes relativement courtes.

Telle est l'hypothèse qui inspire la politique du personnel de recherche en cours d'élaboration.

On essaie de tenir compte des limites actuelles de la mobilité d'emploi chez la plupart des chercheurs chevronnés au Québec et des nombreux avantages à favoriser en ce moment l'emploi des jeunes diplômés; on voudrait à la fois permettre la constitution d'équipes stables et autonomes dans un petit nombre de champs difficiles à investiguer et le maintien d'une haute productivité dans des projets définis et de courte durée; enfin, on retient la préoccupation pour la mobilité des chercheurs qui devrait être au cœur de toute politique de la recherche.

Avec l'aide d'un groupe de ses chercheurs, sous la direction de monsieur Georges Lamy, on a pu mettre au point le mode d'évaluation des chercheurs, à l'embauche, en cours d'emploi, au terme des travaux, avant les renouvellements d'emploi dans certains cas. L'évaluation ne peut à elle seule déterminer les critères de l'emploi; elle n'en est pas moins indispensable.

En février dernier, l'Association des chercheurs, représentée par un mandataire de la C.S.N., a transmis au Bureau du Commissaire général du travail une requête en accréditation.

## **2. Les locaux**

Au terme de nombreuses démarches en vue de fixer à Québec le siège social de l'Institut, un édifice situé au 93 de la rue Saint-Pierre a été choisi. Le personnel s'y est installé le 30 octobre 1981.

Quant aux équipes montréalaises, elles viennent de regrouper leurs bureaux au 290 de la Place d'Youville.

En plusieurs autres lieux (Cégep de Saint-Jérôme, Université Laval, Université de Montréal, Centre d'interprétation scientifique du Témiscouata, Université du Québec à Trois-Rivières...), des chercheurs de l'Institut sont aussi à l'œuvre. Car si les services sont regroupés le plus possible, les activités se déroulent dans des endroits variés, en général près des lieux où habitent les responsables.

### **3. Le financement**

Dans la Loi constituant l'Institut, le gouvernement s'est engagé à verser une subvention annuelle, qui a atteint un million et demi en 1981-1982. Il fut envisagé dès l'origine — les prescriptions de la Loi en attestent — que l'Institut pourrait compter sur d'autres sources de financement. Ce qui aurait, entre autres avantages, celui d'affermir son autonomie.

Deux sources étaient, en principe, disponibles: le recours aux organismes subventionnaires habituels; la création d'un fonds de dotation, prévue par la Loi créant l'Institut.

Quant à l'admissibilité auprès des organismes subventionnaires, elle devait être vérifiée. L'admissibilité des chercheurs de l'Institut au programmes du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada a été déclarée en mars 1982. Au Fonds F.C.A.C., elle entrera sous peu en vigueur, lorsque seront complétées les démarches nécessaires à cet effet.

À l'automne 1981, après que fut créé son Fonds de dotation, l'Institut s'est intéressé à mettre sur pied une campagne de financement. Après étude, il fut décidé que l'organisation de la campagne serait confiée à monsieur Rosaire Morin; sont d'abord sollicitées les entreprises. La campagne a été lancée le 20 avril 1982. La sollicitation pour des dons pouvant être répartie sur cinq ans est en cours; plus de cinq cents personnes y collaborent. La gestion du Fonds est régie par un règlement particulier conforme aux pratiques en cette matière: elle sera confiée à un groupe distinct où se retrouvent principalement des représentants des donateurs.

L'Institut a obtenu autorisation d'émettre des reçus pour fins d'impôt, les montants souscrits étant totalement déductibles du revenu imposable.

La campagne se poursuit sous la présidence de monsieur Guy Couombe, président-directeur général d'Hydro-Québec, et avec l'appui d'un comité d'honneur composé notamment de messieurs Jacques-Yvan Morin, vice-premier ministre, Claude Ryan, chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, de messeigneurs Louis-Albert Vachon, primat de l'Église

canadienne et archevêque de Québec, Paul Grégoire, archevêque de Montréal, et Réginald Hollis, évêque de l'Église anglicane épiscopale à Montréal.

#### 4. Activités du Conseil et du Comité exécutif

Au cours de l'année, le Comité exécutif et le Conseil se sont penchés principalement sur les questions suivantes :

- l'adoption des états financiers et du rapport de l'année 1980-1981 ;
- la planification des activités et des ressources en 1981-1982 et en 1982-1983 ;
- l'évaluation de la période d'implantation et les perspectives d'avenir ;
- les échanges avec les milieux ;
- les nominations de la vice-présidente, madame Nadia Fahmy-Eid ; du secrétaire général, monsieur Léo Jacques ; de deux membres du Comité exécutif, madame Danielle Lafontaine et monsieur Richard Salisbury ; de deux membres du Comité scientifique, madame Gabrielle Lachance et monsieur Pierre Ancil ; du directeur du projet Histoire des Laurentides, monsieur Serge Laurin ; des chercheurs associés ;
- la définition de la politique du personnel ;
- l'adoption des règlements de régie interne, qui ont été publiés dans la *Gazette officielle* en 1982 ;
- la nomination des directeurs des collections ;
- la mise en route de la campagne de financement ;
- la création d'un Fonds de dotation et les règlements de sa gestion.

Le Conseil et le Comité exécutif se sont réunis aux dates indiquées ci-dessous :

##### **Le Conseil**

7-8 mai 1981  
29 mai 1981  
15 juillet 1981  
(conférence téléphonique)  
15-16 octobre 1981  
6 novembre 1981  
(conférence téléphonique)  
10-11 décembre 1981  
25-26 février 1982

##### **Le Comité exécutif**

28 mai 1981  
10 juillet 1981  
(conférence téléphonique)  
2 octobre 1981  
5 novembre 1981  
(conférence téléphonique)  
19 novembre 1981  
12 février 1982

**Troisième partie**

**DOCUMENTS**



Document I  
LOI CONSTITUANT L'INSTITUT QUÉBÉCOIS  
DE RECHERCHE SUR LA CULTURE  
(Lois du Québec, 1979, chapitre 10; sanctionnée le 22 juin 1979)

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**SECTION I**

**CONSTITUTION ET COMPOSITION DE L'INSTITUT**

- |                             |   |
|-----------------------------|---|
| Constitution.               | <b>1.</b> Un organisme, ci-après appelé « l'Institut », est créé sous le nom de « l'Institut québécois de recherche sur la culture ».   |
| Pouvoirs d'une corporation. | <b>2.</b> L'Institut est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.              |
| Mandataire du gouvernement. | <b>3.</b> L'Institut jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.  |
| Domaine public.             | Les biens de l'Institut font partie du domaine public mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens.   |
| Responsabilité.             | L'Institut n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.  |
| Siège social.               | <b>4.</b> L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> . |
| Bureaux et séances.         | L'Institut peut établir des bureaux aux endroits qu'il détermine; il peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.   |
| Composition.                | <b>5.</b> L'Institut est formé de neuf membres nommés par le gouvernement, dont cinq après consultation des milieux intéressés par les recherches sur les phénomènes culturels.                           |
| Chercheurs de l'Institut.   | Au moins trois des membres sont nommés parmi les chercheurs de l'Institut.  |

- Président.** **6.** Le gouvernement nomme le président de l'Institut parmi les membres de ce dernier.
- Vice-président.** Les membres de l'Institut désignent, parmi les membres qui n'exercent pas la fonction de président ou de directeur général, un vice-président.
- Fonctions du président.** Le président préside les réunions de l'Institut et assume les autres fonctions que l'Institut lui assigne par règlement.
- Directeur général.** **7.** Le gouvernement nomme un directeur général parmi les membres de l'Institut. Le directeur général est responsable de l'administration de l'Institut dans le cadre de ses règlements.
- Services exclusifs.** **8.** Le directeur général de l'Institut exerce ses fonctions à temps plein.
- Mandat.** **9.** Le président et le directeur général sont nommés pour une période qui ne peut excéder cinq ans et les autres membres de l'Institut sont nommés pour quatre ans.
- Mandat.** Toutefois, à l'exception du président et du directeur général, trois des premiers membres sont nommés pour trois ans.
- Renouvellement.** Le mandat d'un membre ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.
- Frais et allocation.** **10.** Les membres de l'Institut autres que le président et le directeur général ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.
- Rémunération, etc.** **11.** Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président et du directeur général.
- Nomination du personnel.** **12.** L'Institut peut nommer un secrétaire ainsi que tout autre employé requis pour ses opérations. Il peut, pour l'exécution de ses travaux, retenir les services de chercheurs et d'experts à titre d'employés ou autrement.
- Rémunération, etc.** La rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du secrétaire, des employés, des chercheurs et des experts sont fixés par l'Institut et approuvés par le gouvernement.
- Fonctions continuées.** **13.** À la fin de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.
- Vacance.** Sauf dans le cas du président et du directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer en suivant le mode de nomination prévu à l'article 5.

- Incapacité du président.** **14.** En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président agit comme président jusqu'à ce que soit nommé un nouveau président ou pendant que dure son incapacité.
- Incapacité du directeur général.** **15.** En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du directeur général, le gouvernement peut nommer, pour exercer ses fonctions pendant la période non écoulée de son mandat ou pendant que dure son incapacité, une personne dont il fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail.
- Quorum.** **16.** Le quorum de l'Institut est de cinq membres dont le président ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.
- Conflit d'intérêt.** **17.** Le président ainsi que le directeur général de l'Institut ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans toute entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de l'Institut. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt échoit à l'un d'eux par succession ou par donation à condition d'y renoncer ou d'en disposer avec toute la diligence possible.
- Employés visés.** Tout employé de l'Institut est assujéti au premier alinéa dans les cas prévus par règlement de l'Institut.
- Révélation d'intérêt.** Tout autre membre ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.
- Réglementation.** **18.** L'Institut peut faire des règlements pour sa régie interne et l'exercice de ses pouvoirs et notamment pour :
- a) constituer un comité exécutif, en déterminer les fonctions et pouvoirs, et fixer la durée du mandat de ses membres ;
  - b) déterminer les fonctions et pouvoirs du président, du vice-président, du directeur général et des autres employés de l'Institut ;
  - c) créer une catégorie de membres affiliés à l'Institut qui n'ont pas droit de vote et ne participent pas à son administration, déterminer leurs conditions d'admission ainsi que leurs droits et obligations ;
  - d) créer des fonds de dotation à même les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement, ses ministères ou organismes, et déterminer les modes d'administration et de disposition de ces fonds.
- Publication.** Les règlements de l'Institut adoptés en vertu du présent article sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Authenticité des procès-verbaux.** **19.** Les procès-verbaux des séances de l'Institut, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président ou par toute autre personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne de l'Institut, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies

émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

## SECTION II

### FONCTIONS ET POUVOIRS DE L'INSTITUT

**Objets.** **20.** L'Institut a pour objets, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

**Pouvoirs.** **21.** Dans la poursuite de ses objets, l'Institut peut notamment :

a) concevoir et réaliser les plans et les programmes de recherche nécessaires pour mieux comprendre les transformations de la culture au Québec ;

b) promouvoir la collaboration et la concertation des chercheurs travaillant dans le domaine des recherches et des études sur la culture ;

c) mettre à la disposition des chercheurs des services et des informations utiles à la réalisation des recherches et des études sur la culture ;

d) tenir des réunions, colloques ou séances d'information et publier les résultats des études et recherches de l'Institut ou d'autres organismes poursuivant des buts similaires ;

e) concourir, par les résultats de ses études et recherches, et par ses prévisions et ses avis, à l'élaboration et à la révision des politiques culturelles.

**Pouvoirs avec autorisation du gouvernement.** **22.** L'Institut ne peut sans l'autorisation du gouvernement :

a) conclure, conformément à la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15), un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental ;

b) contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement ;

c) acquérir des immeubles ou en disposer ;

d) prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement.

**Actes prohibés.** **23.** L'Institut ne peut acquérir des actions d'une autre corporation, ni exploiter des entreprises commerciales. Il ne peut accorder des prêts, des dons ou des subventions.

**Acceptation de dons, etc.** **24.** L'Institut peut recevoir et accepter des dons, legs, subventions ou toute autre contribution.

Autorisation du gouvernement. Il ne peut cependant accepter des dons, legs, subventions ou autres contributions auxquels sont attachées des charges ou conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, ses ministères ou organismes, sans l'autorisation du gouvernement.

Exécution de mandat. **25.** Dans la poursuite de ses objets, l'Institut doit exécuter tout mandat spécifique que lui confie, avec l'approbation du gouvernement, le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Dépôt. Un tel mandat doit être déposé devant l'Assemblée nationale dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement. Si le mandat est approuvé alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il doit être déposé devant elle dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.

Publication. L'Institut doit publier les résultats de toute recherche qui lui est confiée par le ministre en vertu des alinéas précédents.

### SECTION III

#### DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Versements par le ministère des finances. **26.** Le ministre des finances est autorisé à verser à l'Institut, à même le fonds consolidé du revenu, pour l'exercice financier du gouvernement se terminant le 31 mars 1980, la somme de \$600 000, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1981, la somme de \$1 200 000, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1982, la somme de \$1 500 000, et pour chaque exercice financier subséquent la même somme que pour l'exercice financier précédent, majorée de 10 pour cent ou d'un pourcentage supérieur fixé par le gouvernement qui ne peut excéder 25 pour cent pour chaque exercice financier.

Versements additionnels. **27.** Le ministre chargé de l'application de la présente loi peut également verser à l'Institut, à même les crédits votés annuellement à cette fin par la Législature, toute somme additionnelle à celles versées en vertu de l'article 26.

Paiement des dépenses. **28.** Les sommes versées par le ministre des finances et par le ministre chargé de l'application de la présente loi en vertu des articles 26 et 27 servent à payer les dépenses d'administration et toute autre dépense de l'Institut découlant de l'application de la présente loi.

### SECTION IV

#### DISPOSITIONS DIVERSES

Exercice financier. **29.** L'exercice financier de l'Institut se termine le 31 mars de chaque année.

Rapport. **30.** L'Institut doit, à l'expiration des quatre mois qui suivent la fin de son exercice financier, faire au ministre chargé de l'application de la

présente loi un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt. **31.** Le ministre dépose le rapport de l'Institut devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Vérification. **32.** Les livres et comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et chaque fois que le décrète le gouvernement. Ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Institut.

Ministre responsable. **33.** Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi.

1973, c. 12, a. 2, mod. **34.** L'article 2 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), modifié par l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1974, par l'article 47 du chapitre 41 des lois de 1975, par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1976, par l'article 1 du chapitre 21 et par l'article 232 du chapitre 68 des lois de 1977 et par l'article 105 du chapitre 7, l'article 31 du chapitre 38, l'article 25 du chapitre 18, l'article 31 du chapitre 24 et l'article 53 du chapitre 64 des lois de 1978, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 15<sup>e</sup> du premier alinéa, du suivant :

« 16<sup>e</sup> au président, au directeur général et aux employés de l'Institut québécois de recherche sur la culture. »

Entrée en vigueur. **35.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

Document II  
RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX  
(publiés dans la *Gazette officielle du Québec* le 27 janvier 1982)

**Avis**

Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture (1979, c. 10)

**Règlements généraux**

Veillez prendre avis que le Conseil de l'Institut québécois de recherche sur la culture, à sa séance du 16 octobre 1981, a adopté des règlements généraux, conformément à l'article 18 de la Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture (1979, c. 10).

*Le secrétaire général,*  
Léo Jacques.

Québec, le 18 décembre 1981.

**Règlements généraux**

Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture (1979, c. 10)

**SECTION I**

**DÉFINITIONS**

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

« Institut » : l'« Institut québécois de recherche sur la culture » ;

« Conseil » : l'« assemblée des membres de l'Institut » ;

« loi » : la « Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture (1979, c. 10) » ;

« ministre » : le « ministre chargé de l'application de la loi ».

2. Sceau : le sceau de l'Institut est celui dont l'empreinte apparaît ci-dessous.



3. Un exercice financier de l'Institut débute le 1<sup>er</sup> avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

**SECTION II**

**CONSEIL**

4. Le Conseil exerce les droits et pouvoirs de l'Institut.

5. Les pouvoirs suivants sont de la compétence exclusive du Conseil :

1. établir des bureaux de l'Institut ;

2. faire des règlements de régie interne de l'Institut;

3. nommer les membres affiliés;

4. en conformité de la loi, a. 22, conclure un accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement; acquérir des immeubles ou en disposer; prendre un engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

5. décider des orientations et approuver le plan de développement de l'Institut;

6. approuver les prévisions budgétaires;

7. approuver les états financiers;

8. approuver le rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

9. nommer les membres du comité exécutif, en conformité de l'article 10;

10. autoriser tout contrat excédant 150 000\$;

11. fixer des mandats au comité exécutif.

6. Les séances du Conseil ont lieu aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige mais au moins quatre fois par année au siège social ou à tout endroit du Québec fixé par la convocation.

Nonobstant l'alinéa précédent, des réunions du Conseil peuvent être tenues sous la forme de «conférences téléphoniques».

Dans ces cas, nonobstant le paragraphe 1 de l'article 9, le scrutin, lorsqu'il est requis, doit être exprimé clairement.

7. Les membres sont convoquées par le secrétaire général à la demande du

président, du directeur général ou lorsque quatre membres en font la demande par écrit.

8. Le secrétaire général expédie à chaque membre du Conseil, au moins cinq jours francs avant chaque réunion, un avis écrit de convocation accompagné du projet de compte rendu de la réunion précédente et d'un projet d'ordre du jour. Il peut aussi transmettre un tel avis, sans les projets de compte rendu et l'ordre du jour, par télégramme.

9. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des voix exprimées des membres présents; en cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.

Toutefois, toute modification ou abrogation d'un règlement doit être annoncée dans la convocation et adoptée à la majorité absolue des membres en fonction.

Nul ne peut se faire représenter, ni exercer son droit de vote par procuration à une assemblée du Conseil.

Le vote est pris à main levée. Cependant, un membre peut demander le vote au scrutin secret.

À moins qu'un scrutin n'ait été requis, une déclaration du président du Conseil à l'effet qu'une résolution a été adoptée ou rejetée et une entrée au compte rendu à cet effet, constituent une preuve *prima facie* de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

Une résolution du Conseil qui porte la signature de tous les membres en fonction a la même validité que si elle avait été adoptée lors d'une réunion.

### SECTION III

#### COMITÉ EXÉCUTIF

10. Le comité exécutif est composé du

président du Conseil, du directeur général et de deux autres membres du Conseil, désignés par ce dernier et nommés pour un an.

**11.** Le directeur général préside le comité exécutif. En son absence, un président est choisi par les membres présents.

**12.** Le comité exécutif exerce les droits et pouvoirs suivants :

1° recommande au Conseil d'établir des bureaux de l'Institut;

2° recommande au Conseil l'approbation des règlements de la régie interne de l'Institut;

3° soumet au Conseil tout projet d'accord avec un gouvernement ou un organisme gouvernemental; tout projet d'emprunt portant le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà du montant déterminé par le gouvernement, tout projet d'acquérir des immeubles ou d'en disposer et tout projet d'engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

4° recommande au Conseil l'approbation du plan de développement de l'Institut;

5° recommande au Conseil l'approbation des prévisions budgétaires;

6° recommande au Conseil l'approbation des états financiers;

7° soumet au Conseil un projet de rapport des activités destiné au ministre et à l'Assemblée nationale;

8° autorise tout contrat excédant 100 000\$ et recommande au Conseil l'approbation de tout contrat excédant 150 000\$;

9° crée des fonds de dotation et détermine les modes d'administration et de disposition de ces fonds;

10° fixe les normes et barèmes de rémunération des employés;

11° avec l'agrément du Conseil nomme les cadres de l'Institut;

12° nomme les directeurs de projet et les chercheurs associés, dont il fixe les conditions de participation;

13° nomme les membres du comité scientifique, en conformité de l'article 13, et désigne un secrétaire parmi ceux-ci;

14° fait rapport de ses activités au Conseil.

## **SECTION IV**

### **COMITÉ SCIENTIFIQUE**

**13.** Le comité scientifique est composé de six membres dont au moins quatre chercheurs.

En sont membres d'office le directeur général et le directeur scientifique; les autres membres sont nommés pour deux ans.

Le directeur administratif et le secrétaire général participent aux réunions sans voix délibérante.

Le comité scientifique peut inviter toute personne à participer à ses travaux.

**14.** Le comité scientifique assiste le directeur scientifique dans l'élaboration du programme de recherche; il approuve les projets de recherche et il en évalue les résultats et les retombées; il évalue périodiquement l'état de la recherche et des projets de recherche à l'Institut.

**15.** Les décisions du comité scientifique sont prises en conformité des dispositions de l'article 9.

## **SECTION V**

### **LE PRÉSIDENT**

**16.** Le président exerce les pouvoirs et

les fonctions que lui confèrent la loi et les règlements de régie interne.

Notamment :

1° le président préside les réunions du Conseil ;

2° le président est membre du comité exécutif.

17. En l'absence du président, le vice-président exerce les fonctions du président.

## **SECTION VI**

### **LE DIRECTEUR GÉNÉRAL**

18. Le directeur général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent la loi et les règlements de régie interne.

Notamment :

1° le directeur général est responsable de l'administration de l'Institut et préside le comité exécutif ; il est aussi membre du comité scientifique ;

2° le directeur général autorise tout contrat excédant 50 000\$ et recommande au comité exécutif l'approbation de tout contrat excédant 100 000\$ ;

3° soumet au comité exécutif le plan de développement, comprenant le programme de recherche, le programme d'activités autres que la recherche, et les prévisions budgétaires ;

4° recommande au comité exécutif l'approbation des normes et barèmes de rémunération des employés ;

5° recommande au comité exécutif l'engagement et l'approbation des conditions de travail des cadres autres que le président et le directeur général ;

6° sous réserve du paragraphe 12 de l'article 12, et du paragraphe 6 de l'article 20, engage les chercheurs et fixe leurs conditions de travail ;

7° peut certifier conformes les

comptes rendus du Conseil et tout autre document ou copie émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives.

## **SECTION VII**

### **LE DIRECTEUR SCIENTIFIQUE**

19. Le directeur scientifique exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment :

1° le directeur scientifique préside le comité scientifique ;

2° coordonne l'élaboration du programme de recherche, qu'il présente au comité scientifique.

Avec le directeur général,

3° il est responsable de la mise en œuvre et de la réalisation du programme de recherche ;

4° présente les projets de recherche au comité scientifique et en recommande l'adoption ;

5° voit à la coordination des activités de recherche et à la concertation des chercheurs ;

6° est responsable de l'évaluation des projets de recherche ; il fait, à ce sujet, toutes les recommandations appropriées au comité scientifique ;

7° recommande au comité exécutif l'engagement des directeurs de projet.

## **SECTION VIII**

### **LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF**

20. Sous l'autorité du directeur général, le directeur administratif exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment :

1° le directeur administratif est responsable des services administratifs de l'Institut ;

2° participe, sans voix délibérante, aux séances du Conseil, du comité exécutif et du comité scientifique;

3° autorise tout contrat n'excédant pas 50 000\$ et recommande au directeur général l'approbation de tout contrat qui excède ce montant;

4° prépare et soumet au directeur général les prévisions budgétaires, le plan de financement annuel de l'Institut et les normes et barèmes de rémunération des employés;

5° à titre de directeur du personnel, recommande au directeur général l'approbation des conditions de travail des chercheurs et des cadres autres que le président et le directeur général;

6° engage les assistants de recherche et les employés de soutien;

7° est responsable des services aux équipes de recherche et des services requis pour le bon fonctionnement du siège social et des bureaux de l'Institut.

## SECTION IX

### LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

21. Sous l'autorité du directeur général, le secrétaire général exerce les pouvoirs et les fonctions que lui confèrent les règlements de régie interne.

Notamment :

1° le secrétaire général est secrétaire du Conseil et du comité exécutif;

2° convoque les membres du Conseil et du comité exécutif;

3° dresse les comptes rendus;

4° peut certifier conformes les comptes rendus du Conseil et tout autre document ou copie émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives;

5° constitue les archives;

6° coordonne la préparation du rapport annuel;

7° est responsable des communications avec les milieux extérieurs;

8° élabore le programme des activités autres que la recherche et en assure la mise en œuvre, en conformité du paragraphe 3 de l'article 18.

## SECTION X

### LE PERSONNEL DE RECHERCHE

22. Le personnel de recherche est constitué de chercheurs; ceux-ci sont des employés de l'Institut ou des collaborateurs externes.

23. Les chercheurs à l'emploi de l'Institut se répartissent dans les catégories suivantes :

a) directeur de recherche;

b) chargé de recherche, catégorie I;

c) chargé de recherche, catégorie II;

d) chargé de recherche, catégorie III;

e) chargé de recherche, catégorie IV;

f) assistant de recherche;

g) agent de recherche et de planification.

24. Les collaborateurs externes sont des chercheurs qui, à titre bénévole, participent aux activités de l'Institut.

Ils peuvent être nommés chercheurs associés lorsque leurs responsabilités et la durée de leur participation le justifient.

25. Le directeur de projet est un chercheur à qui ont été confiés la responsabilité d'un projet et l'encadrement du personnel affecté à ce projet.

Il doit fournir à la direction de l'Institut tous les documents nécessaires à la

planification des activités et à l'évaluation des projets.

Il lui appartient en outre de recommander l'engagement de l'effectif nécessaire à l'exécution des travaux.

Il doit enfin veiller au contrôle des dépenses reliées à la réalisation des projets, et il doit en rendre compte au directeur administratif.

Le directeur de projet est nommé par le comité exécutif.

## **SECTION XI**

### **DISPOSITION FINALE**

**26.** Les Règlements généraux entrent en vigueur le jour de leur adoption par le Conseil de l'Institut.

3673-o

Document III  
ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE  
TERMINÉ LE 31 MARS 1982

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Page</i>
<b>Rapport du vérificateur</b>	64
 <b>ÉTATS FINANCIERS</b>	
Bilan	65
Avoir de l'Institut	66
Revenus et dépenses	67
Évolution de la situation financière	68
Évolution du Fonds de dotation	69
Notes complémentaires	70

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan de l'Institut québécois de recherche sur la culture au 31 mars 1982 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état de l'avoir, l'état de l'évolution de la situation financière et l'état de l'évolution du Fonds de dotation de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1982 ainsi que les résultats de ses opérations, l'évolution de sa situation financière et l'évolution du Fonds de dotation pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le Vérificateur général adjoint

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Robert Noël'.

Robert Noël, c.a.  
(pour le Vérificateur général du Québec)

Québec, le 26 mai 1982.

**L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE**  
(L.R.Q., c. I-13.2)

**BILAN**  
**AU 31 MARS 1982**

	<b>ACTIF</b>	
	1982	1981
	\$	\$ (note 8)
<b>À COURT TERME</b>		
Encaisse	13 588	52 778
Dépôts à terme et intérêts courus	—	519 562
Avance au Fonds de dotation	82 766	—
Débiteurs	18 813	27 541
Frais payés d'avance	4 853	26 008
Stocks (note 2)	<u>100 402</u>	<u>—</u>
	220 422	625 889
IMMOBILISATIONS (note 3)	113 764	85 707
FRAIS REPORTÉS (note 4)	<u>19 947</u>	<u>—</u>
	<u><u>354 133</u></u>	<u><u>711 596</u></u>

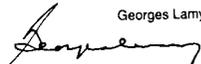
**PASSIF**

<b>À COURT TERME</b>		
Chèques en circulation	38 667	58 630
Emprunt de banque	73 000	—
Comptes-fournisseurs et frais courus	<u>178 368</u>	<u>138 902</u>
	290 035	197 532
AVOIR DE L'INSTITUT	<u>64 098</u>	<u>514 064</u>
	<u><u>354 133</u></u>	<u><u>711 596</u></u>

Les notes complémentaires font partie  
intégrante des états financiers.

POUR L'INSTITUT

Jean Gagné,  
  
Directeur général

Georges Lamy,  
  
Directeur administratif

**L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE  
 AVOIR DE L'INSTITUT  
 AU 31 MARS 1982**

	<b>1982</b>	<b>1981</b>
	\$	(note 8) \$
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>		
Solde déjà établi	486 523	573 670
Redressement affecté à l'exercice antérieur		
Remboursement de la contribution de l'Institut à un régime de retraite (note 8)	<u>27 541</u>	<u>—</u>
Solde redressé	<u>514 064</u>	<u>573 670</u>
Excédent des dépenses sur les revenus	<u>449 966</u>	<u>59 606</u>
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<u><u>64 098</u></u>	<u><u>514 064</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE  
REVENUS ET DÉPENSES  
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1982**

	<b>1982</b>	<b>1981</b>
	\$	(note 8) \$
<b>REVENUS</b>		
Gouvernement du Québec (note 5)		
Subvention statutaire	1 500 000	1 200 000
Subvention spécifique	150 000	—
Intérêts sur dépôts	173 304	166 818
Ventes de livres	14 285	—
Autres revenus	<u>7 320</u>	<u>—</u>
	<u>1 844 909</u>	<u>1 366 818</u>
<b>DÉPENSES (note 6)</b>		
Recherche	2 011 688	1 254 597
Administration	<u>283 187</u>	<u>171 827</u>
	<u>2 294 875</u>	<u>1 426 424</u>
<b>EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS</b>	<u><u>449 966</u></u>	<u><u>59 606</u></u>

Les notes complémentaires font partie  
intégrante des états financiers.

**L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE  
ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1982**

	<b>1982</b>	<b>1981</b>
	\$	(note 8) \$
<b>UTILISATION DES FONDS</b>		
Excédent des dépenses sur les revenus	449 966	59 606
Éléments n'affectant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations	<u>13 141</u>	<u>9 077</u>
Fonds affectés aux opérations	436 825	50 529
Acquisition d'immobilisations	41 198	86 620
Frais reportés	<u>19 947</u>	<u>—</u>
<b>DIMINUTION DU FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>497 970</b>	<b>137 149</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT AU DÉBUT</b>	<b>428 357</b>	<b>565 506</b>
<b>DÉFICIT DU FONDS DE ROULEMENT À LA FIN</b>	<b><u>69 613</u></b>	<b><u>(418 357)</u></b>

Les notes complémentaires font partie  
intégrante des états financiers.

**L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE  
ÉVOLUTION DU FONDS DE DOTATION  
AU 31 MARS 1982**

	\$
REVENUS (note 7)	
Contributions	<u>10 386</u>
DÉPENSES D'ORGANISATION DE LA CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION	
Traitements et avantages sociaux	46 787
Honoraires	30 217
Frais de voyage et représentation	1 644
Fournitures et approvisionnements	5 861
Entretien et réparations	121
Loyer	600
Électricité et chauffage	341
Publicité	6 589
Téléphone	<u>992</u>
	<u>93 152</u>
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS ET AVANCE DE L'INSTITUT AU 31 MARS 1982	<u><u>82 766</u></u>

Les notes complémentaires font partie  
intégrante des états financiers.

# L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

### 1. CONSTITUTION ET OBJET

L'Institut québécois de recherche sur la culture, corporation au sens du Code civil constituée par loi spéciale (L.R.Q., c. I-13.2) a pour objet, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, d'effectuer, d'encourager et de soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

### 2. STOCKS

Les stocks sont constitués de livres à vendre et leur évaluation inclut les coûts d'impression, de droits de publication, de graphisme et de publicité; elle exclut les salaires, honoraires de recherche et autres frais de l'Institut.

### 3. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur vie utile anticipée selon la méthode de l'amortissement linéaire.

	<i>Vie utile anticipée</i>	<i>Taux d'amortissement</i>		
Équipement de bureau et ameublement	10 ans	10%		
Bibliothèque	20 ans	5%		
			1982	1981
			Amortissement	
			Coût	Net
			\$	\$
Équipement de bureau			52 173	43 832
Ameublement			74 643	61 626
Bibliothèque			9 166	7 615
			<u>135 982</u>	<u>113 764</u>
			<u>8 341</u>	<u>22 218</u>
				<u>85 707</u>

#### **4. FRAIS REPORTÉS**

Les frais reportés représentent le versement relatif au loyer pour les trois derniers mois d'un bail échéant le 31 octobre 1986.

#### **5. FINANCEMENT DES OPÉRATIONS**

Conformément à la Loi constitutive de l'Institut, le ministre des Finances a versé à l'Institut à même le fonds consolidé du revenu 1 500 000\$ pour l'exercice 1982 et pour chaque exercice subséquent, il est autorisé à verser la même somme que pour l'exercice précédent majorée de 10% ou d'un pourcentage supérieur fixé par le gouvernement qui ne peut excéder 25% pour chaque exercice.

De plus, pour les fins d'un mandat spécifique, le gouvernement a versé à l'Institut 150 000\$ pour l'exercice 1982 et s'est engagé à verser la même somme pour l'exercice subséquent.

## 6. DÉPENSES

	1982			1981
	<i>Recherche</i>	<i>Administration</i>	<i>Total</i>	<i>Total</i> (note 8)
	\$	\$	\$	\$
Traitements et avantages sociaux	1 345 197	215 249	1 560 446	993 900
Honoraires de recherche	360 313	—	360 313	226 435
Documentation de recherche	12 076	—	12 076	12 917
Frais de voyage et de représentation	99 854	12 926	112 780	76 436
Fournitures et approvisionnements	84 142	10 432	94 574	44 588
Entretien et réparations	5 554	7 166	12 720	10 590
Loyers	50 821	4 533	55 354	21 614
Électricité et chauffage	3 094	1 032	4 126	3 362
Téléphone	22 902	9 815	32 717	14 797
Amortissement des immobilisations	10 605	2 536	13 141	9 077
Taxes et assurances	5 048	1 683	6 731	3 826
Honoraires professionnels	—	16 244	16 244	8 882
Frais de publication	12 082	—	12 082	—
Divers	—	1 571	1 571	—
	<u>2 011 688</u>	<u>283 187</u>	<u>2 294 875</u>	<u>1 426 424</u>

## 7. FONDS DE DOTATION DE L'INSTITUT

Ce fonds est destiné à recueillir les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution dans les buts de favoriser son développement et de défrayer les coûts de ses recherches sur la culture. Ce fonds est la propriété exclusive de l'Institut et les avoirs du fonds proviennent d'entreprises, d'institutions autres que le gouvernement (incluant ses ministères et ses organismes) ou de personnes. Les avoirs du fonds ne peuvent en être extraits. Seuls les bénéficiaires du fonds peuvent être utilisés aux fins de l'Institut.

## **8. REDRESSEMENT AFFECTÉ À L'EXERCICE ANTÉRIEUR**

Au cours de l'exercice, l'Institut a été remboursé de sa contribution à titre d'employeur à un régime de retraite. Ce remboursement de contribution s'élevant à 27 541\$ s'appliquait à l'exercice 1981. Les chiffres comparatifs de 1981 aux états financiers ont été redressés pour donner un effet rétroactif à ce redressement.

## **9. ENGAGEMENT**

L'Institut est engagé en vertu d'un bail échéant le 31 octobre 1986 pour un montant de 315 879\$.



## Document IV

### LISTE DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES EN COURS DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1981 AU 31 MARS 1982

TITRE DU PROJET	PERSONNEL ET COLLABORATEURS <sup>1</sup>
<b>1. CHANGEMENTS CULTURELS ET PROBLÈMES D'IDENTITÉ</b>	
1.1 <i>La famille et l'enfance dans la société québécoise</i>	
1.1.1 L'enfance en Nouvelle-France	Denise Lemieux
1.1.2 La famille monoparentale au Québec	Renée B. Dandurand, dir. Lise St-Jean
1.2 <i>La condition féminine</i>	
1.2.1 La recherche sur les femmes au Québec : bilan et bibliographie*	Denise Lemieux, dir. (Lucie Mercier)
1.2.2 Femmes et culture au Québec*	Gabrielle Lachance, resp. Renée Cloutier, coll. Denise Lemieux Madeleine Préclaire, coll. Luce Ranger-Poisson, coll.

<sup>1</sup> La rubrique « Personnel et collaborateurs » regroupe des personnes ayant des statuts divers au sein de l'Institut : chercheurs, chargés de recherche, assistants, collaborateurs extérieurs. Certains sont rémunérés par l'Institut, à plein temps, à mi-temps ou à temps partiel, d'autres participent aux recherches sans rémunération.

Légende : dir. : directeur de projet  
co-dir. : co-directeur de projet  
resp. : responsable de groupe, de session ou d'atelier de travail, d'un colloque, d'une activité  
(...): nom entre parenthèses indique que la personne n'est plus à l'emploi de l'Institut au 31 mars 1982  
coll. : collaborateur  
\* : projet terminé au 31 mars 1982

- |  |  |  |
|--|--|--|
| 1.2.3  | La condition féminine en milieu ouvrier*   | Alain Vinet, dir.<br>(Francine Dufresne)<br>(Lucie Vézina)   |
| 1.2.4  | La vie quotidienne des femmes modernes dans la sphère du privé                             | Denise Lemieux, dir.<br>(Lucie Mercier)  |
| 1.2.5  | Le discours relatif à la condition féminine dans le radio-feuilleton québécois (1939-1964) | Renée Legris, dir.<br>Michel De Smet   |
| 1.2.6  | Histoire de l'enseignement ménager au Québec (1882-1970)*                                  | (Nicole Thivierge)   |
| 1.3 <i>Les communautés culturelles au Québec</i> |  |  |
| 1.3.1  | Les Juifs du Québec : bibliographie rétrospective annotée*                                 | Fernand Harvey, co-dir.<br>Gary Caldwell, co-dir.<br>Paule Obermeir<br>(David Rome)  |
| 1.3.2  | Analyse de la série télévisée « Planète »*   | Pierre Anctil  |
| 1.3.3  | Monographie-synthèse sur les Italiens*   | Pierre Anctil  |
| 1.3.4  | Monographie-synthèse sur les Juifs   | Gary Caldwell, dir.<br>(David Rome)<br>(Alexandra Szacka)<br>Jacques Kentrowitz, coll.<br>Jean-Claude Lasry, coll.<br>Morton Weinfeld, coll.<br>(Alti Rodal) |
| 1.3.5  | Les autochtones*   | (Alain Boisvert)   |
| 1.3.6  | Culture montagnaise  | Arthur Lamothe   |
| 1.3.7  | Les anglophones ruraux   | Gary Caldwell, dir.<br>Paule Obermeir  |
| 1.3.8  | La minorité anglophone du Québec   | Gary Caldwell, dir.<br>Éric Waddell, coll.<br>23 collaborateurs ont également contribué à la rédaction de ce recueil   |
| 1.3.9  | Bibliographie générale cumulative sur les communautés culturelles                          | Fernand Harvey, co-dir.<br>Gary Caldwell, co-dir.<br>Pierre Anctil<br>Paule Obermeir   |

- |        |  |  |
|--------|--|--|
| 1.3.10 | Projet Montréal  | Gary Caldwell, co-dir.<br>Fernand Harvey, co-dir.  |
| 1.3.11 | Sociographie de la presse ethnique au Québec (1945-1981) | Pierre Anctil  |
| 1.4    | <i>Les histoires régionales</i>                          |  |
| 1.4.1  | Histoire de la Gaspésie*                                 | (Jules Bélanger), dir.<br>Fernand Harvey, coord.<br>(Marc Desjardins)<br>Pierre Dansereau, coll.<br>Yves Frenette, coll.<br>Jean Hamelin, coll.<br>(Yves Beauregard)   |
| 1.4.2  | Histoire des Laurentides                                 | Serge Laurin, dir.<br>Fernand Harvey, coord.<br>Richard Lagrange   |
| 1.5    | <i>Problématique de l'identité culturelle</i>            |  |
| 1.5.1  | Problèmes théoriques de l'identité                       | Nicole Gagnon  |
| 1.5.2  | Rapports culturels Québec/ États-Unis                    | Fernand Dumont, co-dir.<br>Jean Gagné, co-dir.<br>Claude Savary, co-dir.<br>Pierre Anctil<br>Edward A. Tiryakian, coll.<br>Lise Bissonnette, coll.<br>Yves Roby, coll.<br>Guildo Rousseau, coll.<br>Serge Gagnon           |
| 1.6    | <i>Culture et aménagement urbain</i>                     |  |
| 1.6.1  | L'aménagement futur de Montréal                          | Jean-Claude Marsan   |
| 1.6.2  | Habitat et architecture                                  | Jean-Charles Falardeau, co-dir.<br>Jean-Claude Marsan, co-dir.<br>Marcel Bélanger, coll.<br>Claude Bergeron, coll.<br>Jean Cimon, coll.<br>Jean-Claude Dupont, coll.<br>Andrée Gendreau, coll.<br>Raymonde Gauthier, coll. |

Luc Nopen, coll.  
André Robitaille, coll.

1.7 *L'industrialisation de la culture*

- 1.7.1 L'industrialisation de la culture  
au Québec
- Pierre Harvey, co-dir.  
Gabrielle Lachance, co-dir.  
Jean-Paul L'Allier, coll.  
Jean Ouellet, coll.  
Pierre Pagé  
Nathalie Petrowski, coll.  
Roland Sasseville, coll.
- 1.7.2 Bilan de la recherche sur l'in-  
dustrialisation des biens cultu-  
rels
- Gabrielle Lachance
- 1.7.3 Histoire culturelle de la radio  
(1940-1980)
- Pierre Pagé, dir.  
Jacques Belleau  
(Louise Blouin)

1.8 *Économie et culture*

- 1.8.1 Économie et culture
- Camille Bronsard, dir.  
(Serge Roy)  
(Edouard Wagneur)  
(Diane Paquette)

## 2. CULTURE POPULAIRE

### 2.1 *Problématique historique de la culture populaire*

- 2.1.1 La culture ouvrière à Montréal (1880-1920)\* Yvan Lamonde
- 2.1.2 Histoire du Parc Sohmer (1889-1919) Raymond Montpetit, co-dir.  
Yvan Lamonde, co-dir.  
(Pierre Gamache)  
Jocelyne Martineau, coll.
- 2.1.3 L'intervention du gouvernement municipal dans la vie socio-culturelle (1820-1920) Yvan Lamonde, dir.  
(Josée Martel)  
(Jacques Ferland)
- 2.1.4 Les loisirs, les spectacles et les sports au Québec (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles) Yvan Lamonde  
Avec la collaboration de douze chercheurs et du département des Sciences du loisir de l'UQTR
- 2.1.5 Changements culturels en milieu rural et urbain au Québec (1800-1930)\* Yvan Lamonde

### 2.2 *Rituels, religion, culture populaire*

- 2.2.1 Les cycles saisonniers\* Yvan Fortier, dir.  
(Laurence Lamontagne)  
(Thérèse Beaudoin)  
(Paule Chouinard)  
(Johanne Debien)  
(Marie Valois)
- 2.2.2 La religion populaire, thématique globale Benoît Lacroix, dir.  
Lucille Côté
- 2.2.3 Significations religieuses du testament (1850-1900) Benoît Lacroix, dir.  
(Hélène Dionne)
- 2.2.4 Anthologie du vécu religieux en Nouvelle-France Benoît Lacroix, dir.  
Michelle Trudel-Drouin

### 2.3 *Ethnologie du savoir ouvrier et de la culture industrielle*

- 2.3.1 Ethnologie du savoir ouvrier Fernand Harvey, dir.  
Jean Bourassa  
(Denise Pérusse)
- 2.3.2 La culture des mineurs (Thetford)\* Fernand Harvey, dir.  
Jean Bourassa
- 2.3.3 La culture des mineurs (Gagnon)\* Fernand Harvey, dir.  
(Lise Roy-Cliche)

- 2.3.4 La formation de la main d'œuvre ouvrière (1869-1965)\* (Jean-Pierre Charland), co-dir.
- 2.3.5 Bibliographie de la formation professionnelle au Québec (1850-1980)\* (Jean-Pierre Charland), co-dir. (Nicole Thivierge), co-dir.
- 2.3.6 Dossier sur la formation professionnelle au Québec (1960-1980) (Jean-Pierre Charland)
- 2.3.7 La culture industrielle Fernand Harvey
- 2.4 *Relations sociales et vie communautaire en milieu populaire*
- 2.4.1 Les pratiques émancipatoires en milieu populaire Marcel Rioux, co-dir. Gabriel Gagnon, co-dir. Robert Laplante Andrée Fortin Jean-Pierre Dupuis (Carmen Quintin) (Clément Mercier)
- 2.4.2 Rapports entre télévision-fiction et culture populaire Nicole Lacelle Paul Bélanger, coll.

### 3. CULTURE SAVANTE

#### 3.1 *La notion de culture savante*

- 3.1.1 L'anthropologie en l'absence de l'homme, Tome II      Fernand Dumont
- 3.1.2 Histoire de la pensée québécoise      Fernand Dumont

#### 3.2 *Arts et milieux artistiques*

- 3.2.1 Enseignement des Beaux-Arts et milieux artistiques      Marcel Fournier, dir.  
Léon Bernier  
Isabelle Perreault  
(Sylvie Girard)
- 3.2.2 Le théâtre au Québec : bilan de la recherche\*      Pierre Lavoie

#### 3.3 *Production et consommation de la littérature*

- 3.3.1 La lecture : approche psychosociologique et ethnographique      Vivian Labrie  
(Francis Boucher)
- 3.3.2 Le livre et la lecture au Québec au XX<sup>e</sup> siècle      Jean-Pierre Chalifoux
- 3.3.3 L'histoire de l'imprimé au Québec (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)\*      Yvan Lamonde

#### 3.4 *Diffusion du savoir scientifique et autodétermination de la connaissance*

- 3.4.1 Anthropologie médicale      Jacques Dufresne, dir.  
Maurice Blouin  
Louise Demers-Desrosiers  
(Liliane Blouin)
- 3.4.2 L'autodétermination culturelle et la santé      Alfred Dumais, co-dir.  
Pierre St-Arnaud, co-dir.,  
coll.  
Johanne Lévesque  
(Monique Turcotte)
- 3.4.3 Centre d'interprétation scientifique du Témiscouata      Jacques Pelletier, dir.  
Léo Jacques, resp.  
Gaétan Marcoux, coll.  
Maurice Ouellet, coll.  
François Pelletier, coll.

- |  |  |
|--|--|
| <p>3.4.4 Cultures parallèles</p>                                     | <p>Fernand Dumont, resp.<br/>         Gabrielle Lachance<br/>         Madeleine Beauchamp, coll.<br/>         Alfred Dumais<br/>         Andrée Fortin<br/>         Claude-Marie Gagnon, coll.<br/>         Jean-Paul Montmigny, coll.<br/>         Réginald Richard, coll.<br/>         Judith Stryckman, coll.<br/>         Henri Tremblay, coll.<br/>         Jacques Zylberberg, coll.</p> |
| <p>5.1 <i>La conscience historique québécoise</i></p>                |  |
| <p>5.1.1 Formation de l'imaginaire québécois (1760-1867)</p>         | <p>Maurice Lemire, dir.<br/>         Christian Bouchard<br/>         Léonce Cantin<br/>         Michel Lord</p>  |
| <p>5.1.2 Le premier manuel d'histoire du Canada de Lionel Groulx</p> | <p>Maurice Filion, dir.<br/>         (Christian Dessureault)</p>   |

## 4. INFRASTRUCTURE DE LA RECHERCHE

### 4.1 *Statistiques*

#### 4.1.1 Statistiques culturelles

Jean-Paul Baillargeon, dir.  
Louise Dallaire  
Christine Eddie  
Mira Falardeau  
André Lepage  
Michel Normandin  
Marise Thivierge  
Marie-José des Rivières  
(José Lopes Nunes)  
Comité consultatif :  
Michel Amyot, resp.  
Jean-Paul Baillargeon, dir.  
Gilbert Gagnon, coll.  
Yvan Lamonde

#### 4.1.2 Statistiques du cinéma au Québec (1896 à nos jours)\*

Yvan Lamonde, dir.

### 4.2 *Histoire orale, autobiographies*

#### 4.2.1 Bibliographie analytique des documents personnels

Yvan Lamonde

### 4.3 *Répertoires*

#### 4.3.1 Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada

Paul Aubin, dir.  
Louis-Marie Côté

#### 4.3.2 Chronologie du Québec (1930-1981)

Fernand Harvey, dir.  
(Micheline Gaulin)

#### 4.3.3 Index chronologique du DOLQ\*

Maurice Lemire, dir.  
(Sylvie Tellier)

## 5. ACTIVITÉS

### 5.1 *Diagnostics*

- 5.1.1 Le théâtre au Québec : diagnostic\* Angèle Dagenais

### 5.2 *Colloques, rencontres, séminaires*

- 5.2.1 Colloque « Religion et culture » IQRC/Critère\* Benoît Lacroix, co-resp.  
Jean Proulx, co-resp., coll.
- 5.2.2 Colloque sur la religion populaire Benoît Lacroix, dir.  
Jean-Paul Montminy, coll.  
Lucille Côté
- 5.2.3 Rencontres « L'IQRC et les artistes »\* Léo Jacques, resp.
- 5.2.4 La culture populaire : définitions et problématiques\* Yvan Lamonde, resp.  
Marcel Fournier  
Benoît Lacroix  
Robert Laplante  
Renée Legris  
Jean-Claude Marsan

### 5.3 *Concours*

- 5.3.1 Prix Edmond-de-Nevers Jean Bourassa, resp.
- 5.3.2 Concours « Mémoire d'une époque » Nicole Gagnon  
Benoît Lacroix  
Gabrielle Lachance, resp.  
(Lucie Parent)  
(Nicole Lafrance)  
(Gilles Côté)  
Simon Ruel  
Brigitte Lambert

### 5.4 *Expositions*

- 5.4.1 Exposition « Ulric Bourgeois » Léo Jacques, resp.  
Pierre Anctil

## DOCUMENT V

### LISTE DES PUBLICATIONS DU 1<sup>er</sup> AVRIL 1981 AU 31 MARS 1982

COLLECTION « IDENTITÉ ET CHANGEMENTS CULTURELS » (sous la direction de Fernand Harvey).

...

COLLECTION « CULTURE POPULAIRE » (sous la direction de Robert Laplante).

1. Yvan Lamonde, Lucia Ferretti et Daniel Leblanc. *La culture ouvrière à Montréal (1880-1920) : bilan historiographique.*

COLLECTION « CULTURE SAVANTE » (sous la direction de Maurice Lemire).

1. François Colbert. *Le marché québécois du théâtre.*

COLLECTION « LITTÉRATURE QUOTIDIENNE » (sous la direction de Vivian Labrie).

...

COLLECTION « DIAGNOSTICS CULTURELS » (sous la direction de Jean Gagné).

1. Jean Robert Faucher, André Fournier et Gisèle Gallichan. *L'information culturelle dans les media électroniques.*
2. Angèle Dagenais. *Crise de croissance — Le théâtre au Québec.*

COLLECTION « EDMOND-DE-NEVERS » (sous la direction de Léo Jacques).

1. Lucie Robert. *Le manuel d'histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy.*

COLLECTION « INSTRUMENTS DE TRAVAIL » (sous la direction de Marïse Thivierge).

1. David Rome, Judith Nefsky et Paule Obermeir. *Les Juifs du Québec — Bibliographie rétrospective annotée.*
2. Yvan Lamonde et Pierre-François Hébert. *Le cinéma au Québec — Essai de statistique historique (1896 à nos jours).*
3. Jean-Pierre Charland et Nicole Thivierge. *Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec (1860-1980).*
4. Vivian Labrie. *Précis de transcription de documents d'archives orales.*
5. Denise Lemieux et Lucie Mercier. *La recherche sur les femmes au Québec : bilan et bibliographie.*

COLLECTION « DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES » (sous la direction de Pierre Anctil).

1. Danielle Nepveu. *Les représentations religieuses au Québec dans les manuels scolaires de niveau élémentaire (1950-1960).*
2. Jean-Pierre Dupuis, Andrée Fortin, Gabriel Gagnon, Robert Laplante, Marcel Rioux. *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire.*
3. Renée Cloutier, Gabrielle Lachance, Denise Lemieux, Madeleine Préclaire et Luce Ranger-Poisson. *Femmes et culture au Québec.*
4. Jean Bourassa. *Le travailleur minier, la culture et le savoir ouvrier : quatre analyses de cas.*

COLLECTION « LES RÉGIONS DU QUÉBEC » (sous la direction de Fernand Harvey).

1. Jules Bélanger, Marc Desjardins et Yves Frenette. *Histoire de la Gaspésie.*

HORS SÉRIE

1. Paul Aubin. *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1966-1975).*

REVUE « QUESTIONS DE CULTURE » (sous la direction de Fernand Dumont et de Gabrielle Lachance).

1. *Cette culture que l'on appelle savante.*
2. *Migrations et communautés culturelles.*

## DOCUMENTS AUDIO-VISUELS

1. Arthur Lamothe. *Culture montagnaise*.  
(Série de huit vidéo-cassettes de 30 minutes chacune).
  - 1.1 *Récits mythiques (Saint-Augustin)*. (1).
  - 1.2 *Récits mythiques (Saint-Augustin)*. (2).
  - 1.3 *Culture matérielle (Schefferville)*.
  - 1.4 *Culture matérielle, Rêves et chants, Récits véridiques et historiques (Schefferville)*.
  - 1.5 *Récits véridiques et historiques, Croyances et rites, Rêves et chants (Schefferville)*. (1).
  - 1.6 *Récits véridiques et historiques, Croyances et rites, Rêves et chants (Schefferville)*. (2).
  - 1.7 *Relations avec les Blancs, Territoires et droits territoriaux (Betsiamites)*. (1).
  - 1.8 *Relations avec les Blancs, Territoires et droits territoriaux (Betsiamites)*. (2).

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Membres et personnel de l'Institut québécois de recherche sur la culture	5
<b>INTRODUCTION</b>	<b>9</b>
<b>Première partie : ÉTAT DE LA RECHERCHE</b>	<b>11</b>
I. Changements culturels et problèmes d'identité	13
II. La culture populaire	23
III. La culture savante	29
<b>Deuxième partie : UNE ANNÉE-CHARNIÈRE</b>	<b>33</b>
I. Des activités diverses	35
II. Des publications	39
III. Structures et infrastructures	45
<b>Troisième partie : DOCUMENTS</b>	<b>49</b>
I. La loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture	51
II. Les règlements généraux	57
III. Les états financiers 1981-1982	63
IV. La liste des activités scientifiques	75
V. La liste des publications	85



Institut  
93, rue Saint-Pie

INRS - SDIS

ulture

: (418) 643-4695



X0022899 1